



CONSEIL NATIONAL  
DU TRAVAIL

CONSEIL CENTRAL DE  
L'ECONOMIE

AVIS N° 2.023

CCE 2017-0708 DEF  
CCR 10

Séance commune des Conseils du mardi 21 mars 2017  
-----

Liaison au bien-être 2017-2018

x                    x                    x

2.846-1

## A V I S

-----

Objet : Liaison au bien-être 2017-2018

Conformément aux articles 5, 6, 72, 73, 73 bis et 73 ter de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants doivent rendre un avis tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à l'adaptation au bien-être des prestations de remplacement de revenus dans la sécurité sociale et des allocations d'assistance sociale.

Dans cette optique, les Conseils et le Comité général de gestion ont pris l'initiative de se pencher sur la question, en exécution de l'accord interprofessionnel du 2 février 2017 pour la période 2017-2018. En vue du présent avis conjoint, le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a, le 26 janvier 2017, mandaté ses membres au sein du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie pour émettre un avis commun sur le volet des travailleurs indépendants.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission mixte Liaison au bien-être et à un groupe de travail ad hoc. La Commission et le groupe de travail ont pu bénéficier dans ce cadre de la précieuse collaboration du Bureau fédéral du Plan et de diverses institutions de sécurité sociale.

Sur la base de ces travaux, le Conseil national du Travail, le Conseil central de l'Économie et le Comité général de gestion ont émis, le 21 mars 2017, l'avis unanime suivant.

x                      x                      x

## AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL ET DU CONSEIL CENTRAL DE L'ÉCONOMIE

-----

### I. INTRODUCTION

Les articles 5, 6, 72 et 73 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations contiennent un mécanisme structurel visant à lier les prestations de remplacement de revenus des régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général, sur la base de paramètres provenant de projections relatives à l'évolution des dépenses sociales à long terme. Les articles 73 bis et 73 ter de cette loi prévoient un mécanisme similaire pour l'assistance sociale.

Conformément à ces dispositions, le gouvernement doit se prononcer tous les deux ans sur l'importance et la répartition des moyens financiers destinés à une adaptation au bien-être. Cette décision est précédée d'un avis conjoint du Conseil national du Travail, du Conseil central de l'Économie et du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants. L'adaptation au bien-être peut être une modification d'un plafond de calcul, d'un seuil de revenus, d'une prestation et/ou d'une prestation minimale, et ses modalités peuvent être différentes par régime, par plafond de calcul, par seuil de revenus ou par prestation au sein d'un régime et par catégorie de bénéficiaires de prestations (voir les articles 5, § 1<sup>er</sup> et 72, § 1<sup>er</sup>).

Dans le cadre de leur décision et de leur avis, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent s'appuyer sur les rapports du Comité d'étude sur le vieillissement et du Conseil supérieur des finances. L'avis des partenaires sociaux doit également tenir compte d'un certain nombre de facteurs contextuels. Depuis 2010, la loi relative au pacte de solidarité entre les générations prévoit qu'il faut également tenir compte, dans le cadre du calcul de l'enveloppe financière, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie engendrés par la décision relative à la période biennale précédente.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Conseils et le Comité général de gestion ont demandé au Bureau fédéral du Plan, en juin 2016, de calculer l'enveloppe financière relative au bien-être ainsi que le surcoût ou l'économie. Les résultats de ces calculs ont été compilés en septembre 2016 par le Bureau fédéral du Plan dans son rapport « Enveloppes bien-être 2017-2018 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale », qui est repris en annexe 1.

Sur la base de ces calculs, le gouvernement fédéral a décidé, dans le cadre des discussions budgétaires 2017, de réduire l'enveloppe totale destinée aux adaptations au bien-être dans les trois régimes de 161 millions d'euros en 2017, et ce, encore une fois en 2018. Dans la lettre qu'il a adressée le 17 novembre 2016 au Groupe des 10 à ce sujet, monsieur Ch. Michel, Premier ministre, a indiqué que cette décision se fonde sur les facteurs contextuels mentionnés dans la loi relative au pacte de solidarité entre les générations : le rapport défavorable entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives, la baisse de la croissance économique pour 2017 et la volonté d'atteindre un équilibre financier durable de la sécurité sociale. Il y donne également les lignes de force qu'il conviendrait de respecter, selon le gouvernement, pour la répartition de l'enveloppe bien-être. Plus concrètement, le gouvernement demande d'accorder une attention particulière aux groupes qui courent le risque de pauvreté le plus élevé, sans pour autant augmenter les pièges à l'emploi et à l'inactivité. Simultanément, le gouvernement s'est engagé à tout mettre en œuvre pour exécuter les propositions des partenaires sociaux dans le respect de ces lignes de force.

Par ailleurs, dans une lettre du 7 décembre 2016, madame G. Marlière, présidente du Conseil supérieur national des personnes handicapées, a également attiré l'attention des membres des Conseils et du Comité général de gestion sur l'écart qui a été créé entre le revenu d'intégration et l'allocation de remplacement de revenus suite à l'augmentation de 2 % du revenu d'intégration en raison de la correction du tax shift, et elle a demandé instamment que cet élément soit pris en compte dans l'exercice de répartition de l'enveloppe bien-être.

Le 28 novembre 2016, le Groupe des 10 a fixé un cadre des accords pour la suite des travaux au sein des Conseils et du Comité général de gestion, cadre au sein duquel des propositions de répartition de cette enveloppe bien-être pouvaient être faites au Groupe des 10. Deux objectifs ont été avancés dans ce cadre des accords : d'une part, réduire l'écart entre le seuil de pauvreté et les allocations minimums et examiner s'il est possible de cibler davantage des cas particuliers (par ex. isolés avec enfants), et, d'autre part, ne pas créer ou renforcer de pièges à l'emploi et à l'inactivité. Sur cette base, une proposition d'affectation de l'enveloppe disponible pour 2017 et 2018 a été élaborée dans l'accord interprofessionnel du 2 février 2017. Le présent avis met cette proposition en œuvre.

En vue du présent avis conjoint, le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants a, le 26 janvier 2017, mandaté ses membres au sein du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie pour émettre un avis commun sur le volet des travailleurs indépendants. Enfin, les Conseils et le Comité général de gestion souhaitent remercier expressément, pour leur précieuse collaboration, les différentes institutions et les différents services qui ont été associés à la préparation du présent avis.

## II. POSITION DES CONSEILS

### A. Détermination de l'enveloppe financière pour la période 2017-2018

#### 1. Calcul de l'enveloppe théorique minimale

La loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations précise que l'enveloppe est au moins équivalente à « la somme de l'estimation des dépenses suivantes calculées pour toutes les branches de la sécurité sociale » :

- une adaptation annuelle au bien-être de 0,5 % de toutes les allocations sociales de remplacement, à l'exclusion des allocations forfaitaires ;
- une adaptation annuelle au bien-être de 1 % de toutes les allocations sociales forfaitaires, à l'exclusion des prestations familiales ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % des plafonds salariaux pris en compte pour le calcul des allocations sociales de remplacement ;
- une augmentation annuelle de 1,25 % du « droit minimum par année de carrière ».

Pour l'assistance sociale, l'enveloppe doit être au moins égale à la somme de l'estimation des dépenses correspondant à une adaptation annuelle au bien-être de 1 % du revenu d'intégration, de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration, des allocations de remplacement de revenu pour les personnes handicapées (ARR), de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et du revenu garanti aux personnes âgées (RGPA).

En vertu de la loi relative au pacte de solidarité entre les générations, les dépenses doivent être estimées pour chaque année de la période biennale. Suite à la loi-programme du 29 décembre 2014, les allocations familiales ont été retirées du calcul de l'enveloppe bien-être, et ce, tant pour le régime des travailleurs indépendants que pour celui des travailleurs salariés.

Afin de pouvoir apporter une réponse adéquate à la demande formulée dans la loi, les Bureaux exécutifs du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie ont, en juin 2016, chargé le Bureau fédéral du Plan d'entamer l'estimation de l'enveloppe financière destinée aux adaptations au bien-être des prestations sociales, comme prévu par la loi du 23 décembre 2005. En concertation avec les différentes institutions et administrations de la sécurité sociale, le Bureau fédéral du Plan a calculé, en octobre 2016, les enveloppes théoriques suivantes sur la base des paramètres légaux (0,5 %, 1 % et 1,25 %).

**Tableau 1: Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, de l'enveloppe (théorique) 2017-2018 pour les trois régimes, en millions d'euros (montants exprimés à l'indice-pivot 122,01)**

	2017	2018
Régime des travailleurs salariés (y compris pécule de vacances)	263,1	532,4
Régime des travailleurs salariés (sans pécule de vacances)	257,7	521,4
Régime des travailleurs indépendants	33,47	70,26
Régime de l'assistance sociale	36,4	73,6
TOTAL (y compris pécule de vacances)	332,97	676,26
TOTAL (sans pécule de vacances)	327,57	665,26

Source : Bureau fédéral du Plan

## 2. Calcul du surcoût ou de l'économie

Étant donné que la loi relative au pacte de solidarité entre les générations dispose qu'il faut tenir compte, dans l'enveloppe bien-être disponible, de l'éventuel surcoût ou de l'éventuelle économie des mesures prises dans le cadre de l'enveloppe biennale précédente, le Bureau fédéral du Plan a également calculé ce surcoût ou cette économie dans le rapport précité, qui est repris en annexe 1.

**Tableau 2 : Estimations, par le Bureau fédéral du Plan, du surcoût (-) et des marges (+) engendrés par les mesures prises en matière de liaison au bien-être par le gouvernement pour la période 2015-2016**

	2015	2016	2017	2018
Régime des travailleurs salariés	-5,3	-20,2	-36,5	-46,1
Régime des travailleurs indépendants	12,4	1,3	1,4	1,5
Régime de l'assistance sociale		14,8	23,4	23,3

Source : Bureau fédéral du Plan

### 3. Fixation de l'enveloppe financière disponible pour la période 2017-2018

Le 20 octobre 2016, le gouvernement fédéral a décidé, dans le cadre du budget 2017, de réduire l'enveloppe totale destinée aux adaptations au bien-être dans les trois régimes de 161 millions d'euros en 2017, et ce, encore une fois en 2018. L'enveloppe totale pour les trois régimes s'élève donc à 169,9 millions d'euros pour 2017 et à 506,8 millions d'euros pour 2018<sup>1</sup>.

Cette économie de 161 millions d'euros correspond à 24 % de l'enveloppe bien-être totale pour 2018 telle que calculée par le Bureau fédéral du Plan dans ses Perspectives économiques de juin 2016, y compris l'économie annoncée précédemment de 78 millions d'euros en 2018<sup>2</sup>.

**Tableau 3 : Décision du gouvernement concernant l'enveloppe destinée à l'adaptation au bien-être des prestations sociales, en millions d'euros (« enveloppes » exprimées à l'indice-pivot 122,01)**

	Enveloppes		Enveloppes réduites	
	2017	2018	2017	2018
Régime des travailleurs salariés	260,6	516,7	133,8	389,9
Régime des travailleurs indépendants	34	77,4	17,5	60,9
Régime de l'assistance sociale	36,4	73,8	18,7	56,1
<b>TOTAL</b>	<b>331</b>	<b>667,9</b>	<b>169,9</b>	<b>506,8</b>

Source : notification budgétaire 2016-2017, conseil des ministres du 20 octobre 2016

#### B. Facteurs contextuels

La loi relative au pacte de solidarité entre les générations précise en ses articles 5, § 2, et 72, § 2, que les Conseils et le Comité général de gestion doivent tenir compte dans leur avis de différents « facteurs contextuels », c'est-à-dire de l'évolution du taux d'emploi et de la nécessité d'obtenir un équilibre financier durable au sein de la sécurité sociale, et donc aussi être attentifs à la croissance économique, au phénomène du vieillissement, au rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives et aux possibles pièges à l'emploi. Dans cette optique, la Commission mixte Liaison au bien-être a chargé les Secrétariats du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'Économie de rédiger un aperçu de ces facteurs, qui est repris en annexe 2.

<sup>1</sup> Pour le calcul de cette enveloppe, c'est la nouvelle hypothèse d'indexation de septembre 2016 qui a été utilisée (nouvel indice pour 2017 : 122,83).

<sup>2</sup> Notifications budgétaires 2015-2019, conseil des ministres du 15 octobre 2014.

Dans la lettre qu'il a adressée le 17 novembre 2016 au Groupe des 10 à ce sujet, le Premier ministre a indiqué qu'il avait été tenu compte, dans la décision précitée du gouvernement relative à la diminution de l'enveloppe bien-être, des facteurs contextuels mentionnés dans la loi relative au pacte de solidarité entre les générations (le rapport toujours défavorable entre le nombre de bénéficiaires de prestations et le nombre de personnes actives, la baisse de la croissance économique pour 2017 et la volonté d'atteindre un équilibre financier durable de la sécurité sociale).

### C. Propositions de répartition de l'enveloppe financière pour la période 2017-2018

L'annexe 1 de l'accord interprofessionnel du 2 février 2017 contient des propositions élaborées en vue de l'affectation de l'enveloppe bien-être disponible pour, respectivement, 2017 et 2018. Cette enveloppe s'élève à 506,8 millions d'euros sur une base annuelle et en vitesse de croisière. Pour 2017, il s'agit de 169,9 millions d'euros sur une base annuelle.

Dans le cadre de l'affectation de l'enveloppe bien-être disponible, les partenaires sociaux ont tenu compte des lignes de force qui ont été avancées. Plus précisément, lors de l'élaboration de leurs propositions, ils se sont efforcés de poursuivre la réduction de l'écart de pauvreté, ainsi que de proposer des solutions pour des situations problématiques spécifiques – en particulier la situation des familles monoparentales – sans créer de nouveaux pièges à l'emploi et à l'inactivité.

Dans ce cadre, ils ont également corrigé l'écart qui est apparu pour la première fois depuis 2016 entre le revenu d'intégration et l'allocation de remplacement de revenus (ARR) en conséquence de la correction du tax shift.

Dans l'annexe 1 de l'accord interprofessionnel précité, les partenaires sociaux ont également exprimé le souhait qu'il n'y ait pas de dépassement du montant total des trois enveloppes bien-être, avec toutefois l'engagement que le budget pour les congés pour les isolés dans le cadre des soins apportés à leurs enfants reste à 4,6 millions d'euros en vitesse de croisière, dont 3 millions d'euros obtiennent une affectation concrète dès 2017 (2,25 millions d'euros à partir du 1<sup>er</sup> avril 2017) et 1,6 million d'euros sont tenus en réserve pour 2018 après évaluation.

À la demande des Conseils et du Comité général de gestion, le contenu du tableau repris en annexe 1 de l'accord interprofessionnel 2017-2018 a été vérifié par les différents parastataux et, pour ce qui concerne l'assistance sociale et la pension minimale pour les travailleurs indépendants, par le Bureau fédéral du Plan.



Les Conseils et le Comité général de gestion ont constaté dans ce cadre que les différences entre les estimations originales, telles que reprises dans l'annexe 1 de l'accord interprofessionnel du 2 février 2017, et les chiffres vérifiés sont, en termes relatifs, particulièrement faibles (0,1 % par rapport aux enveloppes théoriques).

Ils souhaitent néanmoins se tenir à leur accord initial de rester dans les limites de l'enveloppe bien-être prévue. Dans cette optique, un groupe de travail technique a encore apporté quelques petites précisions par rapport au tableau repris dans l'annexe 1 de l'accord interprofessionnel du 2 février 2017 précité. Ces précisions concernent, dans le régime des travailleurs salariés, la base de calcul de l'augmentation du pécule de vacances pour les pensionnés, ainsi que, tant dans le régime des travailleurs salariés que dans celui des travailleurs indépendants, un déplacement de la date d'entrée en vigueur de l'augmentation de l'aide de tiers. Par ailleurs, dans un souci de simplicité, un certain nombre d'estimations de l'ONEM ont été regroupées.

Les propositions relatives à l'assistance sociale et au relèvement des pensions minimales dans le régime des travailleurs indépendants ont été vérifiées par le Bureau fédéral du Plan. Les chiffres vérifiés se situaient dans un ordre de grandeur complètement conforme aux estimations originales. En raison du niveau de détail moindre avec lequel les résultats ont été rapportés par le Bureau fédéral du Plan, le groupe de travail technique a décidé de conserver les chiffres originaux, tels qu'ils figurent dans le tableau repris dans l'annexe 3 du présent avis.

Lesdites précisions apportées aux propositions du régime des travailleurs salariés et les chiffres vérifiés sont confirmés, dans le présent avis, par les Conseils et le Comité général de gestion. L'annexe 3 contient un tableau, adapté et vérifié dans ce sens, des propositions de répartition de l'enveloppe bien-être 2017-2018.

Le présent avis donne ci-après un aperçu des propositions définitives en matière de répartition de l'enveloppe bien-être accordée pour la période 2017-2018.

1. Propositions pour la sécurité sociale (régime des travailleurs salariés et régime des travailleurs indépendants)

a. Augmentation des minima et forfaits

Pour ne pas réduire à néant les efforts qui ont été fournis sur ce plan ces dernières années et pour ne pas créer de différences supplémentaires entre les pensions minimales des travailleurs indépendants et des travailleurs salariés, les Conseils et le Comité général de gestion proposent d'augmenter toutes les allocations minimales de 1,7 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017 (pensions, maladie et invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles, droit passerelle).

Dans la même optique, il est proposé de relever également la pension d'invalidité des ouvriers mineurs de 1,7 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017 et de majorer le droit annuel minimum dans les pensions des travailleurs salariés de 1,7 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La proposition prévoit les exceptions suivantes au principe général précité :

- 1) En ce qui concerne le chômage, en raison du risque élevé de pauvreté, un effort supplémentaire est consenti pour les minima et forfaits de certaines catégories en vue de réduire l'écart de pauvreté. Par conséquent, il est proposé d'augmenter les minima et forfaits pour le chômage complet et temporaire ainsi que pour le RCC de la manière suivante au 1<sup>er</sup> septembre 2017 :
  - Chefs de famille et, le cas échéant, les cohabitants privilégiés : + 3,5 %
  - Isolés : + 2 %.

Une augmentation de 1 % est prévue pour les cohabitants.

Suite au relèvement des forfaits dans la dernière période d'indemnisation, la dégressivité de l'allocation de chômage au cours des périodes précédentes est lissée. Dans l'optique de ne pas créer, ce faisant, de nouveaux pièges à l'emploi, les Conseils proposent de neutraliser l'effet de cette augmentation en partant, pour le calcul de la dégressivité, du forfait précédent non majoré, sauf pour les minima des cohabitants.

- 2) Toujours dans la même optique de réduire l'écart de pauvreté, ils proposent de relever l'allocation d'insertion pour les isolés de 24,26 euros au 1<sup>er</sup> septembre 2017 (ce montant correspond à l'augmentation nécessaire pour porter l'allocation pour un isolé de plus de 21 ans jusqu'au niveau du revenu d'intégration). Dans le même but, cette allocation pour les chefs de famille et cohabitants privilégiés est également augmentée de 3,5 % à la même date, tout comme dans le régime général du chômage. Pour les cohabitants, une augmentation de 1 % est prévue à la même date.
  
- 3) Dans la même optique de réduire davantage l'écart de pauvreté, l'écart entre le minimum pour la pension de survie et la pension minimale est réduit de 15 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017, tant pour les travailleurs salariés que pour les travailleurs indépendants. Cela représente une augmentation annuelle de 33,30 euros pour une carrière de 45/45, 29,40 euros pour une carrière de 40/45, 25,73 euros pour une carrière de 35/45 et 22,05 euros pour une carrière de 30/45.
  
- 4) Les pensions minimales avec une carrière complète sont relevées de 1 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017, étant donné que la loi du 26 juillet 2016 prévoyait, uniquement pour ce groupe, une augmentation de 0,7 % au 1<sup>er</sup> janvier 2017 en tant que correction du tax shift. De ce fait, le montant de base pour le calcul des pensions minimales pour une carrière complète et incomplète redevient le même à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017, et ce, tant pour les travailleurs salariés que pour les travailleurs indépendants.
  
- 5) Les minima dans l'AMI (invalidité et incapacité de travail) pour les travailleurs salariés irréguliers sont relevés de 0,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017, parce que ces allocations sont liées au revenu d'intégration qui sera relevé du même pourcentage à la même date, en sus de l'augmentation de 2 % que le gouvernement avait décidée précédemment en dehors de la liaison au bien-être (voir la partie relative à l'assistance sociale).

Pour les allocations de garde pour les parents d'accueil ainsi que pour les vacances jeunes et les vacances seniors dans le chômage, une augmentation de 1,5 % est proposée au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

b. Augmentation des allocations pour congés thématiques pour les isolés qui s'occupent de leurs enfants

Pour de nombreux parents isolés, la prise d'un congé d'assistance pour leurs enfants est souvent un droit qu'ils ne peuvent pas s'offrir en raison du niveau actuel des allocations. En vue de lutter contre la pauvreté d'une part, et afin de permettre une meilleure combinaison entre travail et soins d'autre part, les Conseils proposent dès lors d'augmenter jusqu'au-dessus du seuil de pauvreté les allocations pour congés thématiques (congé parental, congé d'assistance médicale et congé palliatif) pour les parents isolés qui suspendent complètement leur carrière pour s'occuper de leurs enfants. Sur la base de ce nouveau montant pour une interruption complète, les montants pour une interruption à temps partiel (à mi-temps ou d'1/5) sont calculés au prorata pour les moins de 50 ans pour ce groupe cible, soit, respectivement, la moitié et 1/5 du nouveau montant pour l'interruption complète.

Dans cette optique, ils proposent d'augmenter de 38 % au 1<sup>er</sup> avril 2017 les allocations des nouveaux cas pour tous les congés thématiques (congé parental, congé pour assistance médicale, congé palliatif) pour les parents isolés qui interrompent ou réduisent leur carrière à temps plein (+ et -50 ans) et à mi-temps (-50 ans) pour s'occuper de leurs enfants. Les allocations pour une diminution de carrière d'1/5 (-50 ans) pour les congés thématiques d'assistance seraient majorées de 21 % à la même date pour le même groupe cible.

Pour l'application de cette allocation majorée pour les isolés qui s'occupent de leurs enfants, serait considéré comme enfant, par analogie avec la réglementation applicable aux enfants hospitalisés, l'enfant qui est membre de la famille au premier degré du parent et qui cohabite avec lui, ou l'enfant qui cohabite avec son parent isolé qui est chargé de son éducation quotidienne.

L'allocation majorée pour s'occuper de ses enfants est octroyée jusqu'à l'âge de 12 ans pour le congé parental et jusqu'à l'âge de 18 ans pour le congé d'assistance médicale et le congé palliatif. Pour un enfant handicapé, il s'agit dans les deux cas de l'âge de 21 ans.

L'allocation majorée existante pour les parents isolés qui diminuent leur carrière d'1/5 pour un congé parental ou un congé thématique d'assistance est toutefois maintenue. Étant donné que la définition de charge d'enfants dans cette réglementation diffère de la définition qui est proposée pour la réglementation actuelle, il est créé en sus une nouvelle catégorie, à laquelle sera octroyée une allocation égale à la différence entre le montant majoré actuel pour un congé parental d'1/5 et le montant au pourcentage majoré. Trois allocations voient ainsi le jour pour une diminution de carrière d'1/5 pour un congé thématique, à savoir : l'allocation pour les non-isolés, l'allocation pour les isolés avec charge d'enfants (allocation majorée actuelle) et l'allocation pour les isolés qui cohabitent avec leur enfant mineur ou leur enfant handicapé.

Les Conseils affectent à cette mesure, en vitesse de croisière, un budget de 4,65 millions d'euros, dont 3 millions d'euros sont déjà engagés (2,25 millions d'euros à partir du 1<sup>er</sup> avril 2017). Le solde de 1,6 million d'euros est gardé en réserve et sera affecté plus spécifiquement en 2018 au groupe cible des parents isolés, après une évaluation du système fin 2017 qui permettra, selon la part de parents isolés qui ont recours à ces systèmes, d'apporter de nouveaux ajustements en fonction d'une part plus grande de parents isolés ou d'un élargissement au crédit-temps pour motifs de soins.

Les Conseil soulignent que la réglementation et les attestations de demande d'une allocation doivent être adaptées à cet effet et ils s'engagent à en assurer la mise en œuvre au sein du comité de gestion de l'ONEM. Ils demandent que l'ONEM les informe à ce sujet et qu'il conserve dès le départ les données nécessaires et les leur transmette à intervalles réguliers, afin qu'une évaluation soit possible dès fin 2017.

c. Récurrence

Dans le droit fil de la récurrence qui était proposée dans les avis n<sup>os</sup> 1.566, 1.673, 1.840 et 1.935 pour les indemnités d'invalidité, d'accident du travail ou de maladie professionnelle qui ont pris cours il y a 6 ans, les Conseils et le Comité général de gestion proposent de maintenir à nouveau cette mesure (augmentation de 2 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017 pour la cohorte de 2011 et au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour la cohorte de 2012, minima non compris).

Dans le même sens, pour les pensionnés, tant dans le régime des travailleurs salariés que dans celui des travailleurs indépendants, il est proposé de prévoir une augmentation récurrente de 2 % après 5 ans (cohorte de 2012 et cohorte de 2013, minima non compris). Les allocations de ces cohortes seraient augmentées de 2 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017 (cohorte de 2012) et au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cohorte de 2013).

Cette décision a pour conséquence que l'autre récurrence après 15 ans, prévue dans la réglementation, doit être suspendue.

d. Opération de rattrapage pour les pensions les plus anciennes

Les Conseils et le Comité général de gestion considèrent que les pensions les plus anciennes ont encore besoin d'une opération de rattrapage. Dans le droit fil du précédent avis, qui prévoyait une augmentation de 1 % des pensions ayant pris cours avant 1995, ils proposent que les pensions ayant pris cours de 1995 à 2004 (y compris les allocations maximales, mais à l'exception des forfaits et minima) soient augmentées de 1 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

e. Adaptation des plafonds de calcul

En vue de conserver le principe d'assurance, les Conseils proposent de relever de 0,8 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018 les plafonds de calcul de la maladie et de l'invalidité, des accidents du travail et des maladies professionnelles, ce qui correspond à l'évolution réelle des salaires au cours des deux dernières années.

Pour les plafonds de calcul dans le chômage complet et temporaire, le même pourcentage est appliqué, plus tôt, au 1<sup>er</sup> septembre 2017. Pour les plafonds de calcul en cas de RCC, le plafond est augmenté de 0,5 % à la même date, tant pour les entrants que pour le stock.

Étant donné que cela n'avait pas été prévu pour les pensions lors du précédent cycle biennal d'adaptation au bien-être, il est à présent proposé que le plafond de calcul pour le calcul des pensions et du droit annuel minimum soit augmenté de 1,7 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Pour les pensions des travailleurs indépendants, cette augmentation est appliquée au premier plafond de calcul.

La compensation pour l'augmentation du plafond de calcul des indemnités d'accidents du travail (entreprises d'assurances privées) se fait de la même manière qu'auparavant, à savoir par une diminution de la cotisation pour les personnes handicapées.

f. Mesures supplémentaires

1) Augmentation du pécule de vacances

Dans le droit fil des précédents avis concernant la liaison au bien-être, les Conseils et le Comité général de gestion proposent d'augmenter comme suit le pécule de vacances pour les travailleurs salariés pensionnés :

- au 1<sup>er</sup> mai 2017, une augmentation de 2,25 % par rapport au montant actuel ;
- au 1<sup>er</sup> mai 2018, une augmentation supplémentaire de 2,25 % par rapport au montant actuel.

Il ne peut pas y avoir dans ce cadre d'écrêtement du pécule de vacances au montant mensuel de la pension.

2) Augmentation de la prime de rattrapage après deux ans d'incapacité de travail

Les Conseils proposent d'augmenter la prime de rattrapage des travailleurs salariés qui sont en incapacité de travail depuis au moins deux ans (au 31 décembre de l'année précédente) de 110 euros pour la prime de rattrapage avec charge de famille et de 52 euros pour la prime de rattrapage sans charge de famille, et ce, plus précisément :

- de 55 euros pour la prime de rattrapage avec charge de famille et de 26 euros pour la prime de rattrapage sans charge de famille au 1<sup>er</sup> mai 2017 ;
- de 55 euros pour la prime de rattrapage avec charge de famille et de 26 euros pour la prime de rattrapage sans charge de famille au 1<sup>er</sup> mai 2018.

3) Augmentation de l'aide de tiers

L'aide de tiers est un montant forfaitaire de 20,40 euros par jour qui est octroyé aux travailleurs salariés et travailleurs indépendants qui reçoivent une indemnité de maladie ou d'invalidité et dépendent, pour des raisons de santé, de l'aide de tiers parce qu'ils éprouvent des difficultés à accomplir eux-mêmes des actes ordinaires de la vie quotidienne.

Étant donné que ces personnes nécessitant des soins importants méritent une attention particulière, les Conseils et le Comité général de gestion proposent d'augmenter le montant forfaitaire de l'aide de tiers de 5 %, et ce, au 1<sup>er</sup> mai 2017 dans le régime des travailleurs salariés et au 1<sup>er</sup> octobre 2017 dans le régime des travailleurs indépendants.

4) Diminution de la cotisation sociale en cas de cumul d'une pension et d'une indemnité d'accident du travail ou de maladie professionnelle

À partir du premier jour du mois à partir duquel un travailleur salarié avec un accident du travail ou une maladie professionnelle reçoit une pension de retraite ou de survie, l'indemnité du FAT et du FMP est plafonnée. Le pensionné ne reçoit alors plus qu'un montant mensuel forfaitaire qui est calculé sur la base du taux d'incapacité de travail. Des cotisations personnelles sont perçues sur ce montant forfaitaire. Dans le droit fil de l'avis n° 1.935, les Conseils proposent d'abaisser à nouveau, de 1,19 pp à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, cette cotisation personnelle de 8,31 % sur ces indemnités.

5) Relèvement des limites de revenus de la pension de survie en cas de cumul avec d'autres prestations sociales

Le cumul d'une pension de survie avec des prestations sociales est autorisé pendant douze mois (successifs ou non), mais la pension de survie peut être réduite, en application de l'article 64 septies de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. Après douze mois, l'intéressé doit choisir entre sa pension de survie et l'autre prestation.

Dans l'optique de réduire l'écart du risque de pauvreté, les Conseils et le Comité général de gestion proposent, en ce qui concerne la limite de revenus mentionnée dans la disposition précitée jusqu'à laquelle la pension de survie est réduite en cas de cumul avec d'autres prestations sociales, de la relever, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017, au niveau du montant de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), et de la faire évoluer de la même manière que celui-ci.



6) Anomalie du salaire forfaitaire – Article 24 bis de l'arrêté royal du 21 décembre 1967

Lorsqu'un travailleur salarié devient indépendant pour échapper au chômage, il peut retourner vers le chômage pendant une période de quinze ans ; pour l'assimilation dans le cadre des pensions, c'est en revanche encore une période de neuf ans au maximum qui est utilisée. À partir de l'arrêt de son activité indépendante, le travailleur salarié demandeur d'emploi reçoit à nouveau une allocation de chômage. De ce fait, la nouvelle période de chômage est assimilée, pour le calcul de la pension, à une activité professionnelle en tant que travailleur salarié.

Si les données de référence nécessaires pour le calcul de l'assimilation manquent et si la personne a moins de 50 ans, le salaire fictif sur la base duquel la pension est calculée est fixé sur la base du montant forfaitaire de 1967. Ce montant forfaitaire se situe, par année de carrière, 140 euros sous le droit annuel minimum. Dans le cadre de la liaison au bien-être, les Conseils et le Comité général de gestion ont affecté un budget à la suppression de ces deux anomalies à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

7) Relèvement de l'indemnité de funérailles pour les victimes d'une maladie professionnelle

Lorsque la maladie professionnelle est la cause du décès de l'ayant droit, les proches reçoivent de Fedris une indemnisation des frais funéraires. Si la personne concernée n'était pas encore pensionnée à la date de début de l'incapacité de travail, cette indemnisation est calculée sur la base de la rémunération de base à laquelle le travailleur salarié décédé avait droit durant les quatre trimestres qui ont précédé la demande d'indemnisation d'une maladie professionnelle. Si, par contre, la personne concernée était pensionnée à la date de début de l'incapacité de travail, aucune rémunération annuelle de base n'a été calculée et l'indemnisation des frais funéraires est alors calculée sur la base du plafond de la rémunération annuelle de base.

Étant donné qu'un certain temps peut s'écouler entre la maladie professionnelle elle-même et un décès résultant de cette maladie professionnelle, les Conseils proposent de calculer, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017, l'indemnisation des frais funéraires sur la base du plafond applicable de la rémunération de base qui est d'application à la date du décès.

## 2. Propositions pour l'assistance sociale

Les Conseils rappellent qu'en application de la correction sociale du tax shift, le montant du revenu d'intégration a été augmenté par le gouvernement de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 2016, hors indexation. De ce fait, le lien qui avait toujours existé par le passé entre le revenu d'intégration et l'allocation de remplacement de revenus pour les personnes handicapées a été rompu.

Étant donné que différentes études démontrent que le risque de pauvreté est particulièrement élevé chez les personnes handicapées, les Conseils proposent dès lors de rétablir ce lien en augmentant l'allocation de remplacement de revenus pour les personnes handicapées de 2,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Vu le budget qui a été défini, il restait ensuite une marge pour augmenter les autres allocations d'assistance sociale (revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration, garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et revenu garanti aux personnes âgées) de 0,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

## 3. Neutralisation des limites de revenus

Les Conseils et le Comité général de gestion sont d'avis qu'il faut veiller, dans le cadre de l'exécution du présent avis concernant la liaison au bien-être, à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit donc neutralisée lors de l'octroi des avantages sociaux, y compris les avantages sociaux au niveau des entités fédérées. Dans ce cadre, il est également nécessaire de procéder à des recherches complémentaires afin d'apporter des solutions techniques de sorte qu'il n'y ait pas de réduction mais donc une neutralisation par le biais de la fiscalité et qu'il n'y ait pas d'impact sur les prestations qui ne sont pas adaptées au bien-être. Ils insistent dès lors pour que les dispositions nécessaires soient prises à cet effet.

x                      x                      x

Les Conseils et le Comité général de gestion rappellent au gouvernement l'engagement qu'il a pris dans sa lettre du 17 novembre 2016 et ils insistent par conséquent pour que toutes les mesures soient exécutées correctement. Elles forment un tout indivisible et un équilibre avec d'autres accords conclus dans l'accord interprofessionnel 2017-2018. Par ailleurs, les Conseils et le Comité général de gestion demandent que l'ensemble de leurs propositions soit traduit le plus rapidement possible dans la législation et la réglementation, de sorte que toutes les administrations et institutions d'exécution concernées puissent prendre, d'ici les dates prévues d'entrée en vigueur, les dispositions administratives et pratiques nécessaires, telles que, par exemple, l'adaptation des applications informatiques.

-----

# ANNEXE 1

Rapport du Bureau fédéral du Plan

Enveloppes bien-être 2017-2018 dans les régimes de sécurité sociale et  
d'assistance sociale



**Federaal  
Planbureau**

Economische analyses en vooruitzichten

**Bureau  
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

# Welvaartsenveloppes 2017-2018 in de sociale zekerheids- en bijstandsregelingen

Studie op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartsvastheid

# Enveloppes bien-être 2017-2018 dans les ré- gimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

Etude à la demande de la Commission mixte liaison au bien-être

Oktober - Octobre 2016

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Guy Van Camp, Saskia Weemaes

Kunstlaan 47-49  
1000 Brussel

Avenue des Arts 47-49  
1000 Bruxelles

e-mail: [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)  
<http://www.plan.be>

## Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut.

Het FPB voert beleidsrelevant onderzoek uit op economisch, sociaal-economisch vlak en op het vlak van leefmilieu. Hiertoe verzamelt en analyseert het FPB gegevens, onderzoekt het aanneembare toekomstscenario's, identificeert het alternatieven, beoordeelt het de gevolgen van beleidsbeslissingen en formuleert het voorstellen.

Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen. Het FPB zorgt voor een ruime verspreiding van zijn werkzaamheden. De resultaten van zijn onderzoek worden ter kennis gebracht van de gemeenschap en dragen zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: <http://www.plan.be>

e-mail: [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)

Overname wordt toegestaan, behalve voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

## Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

**Federaal Planbureau**

Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel

tel.: +32-2-5077311

fax: +32-2-5077373

e-mail: [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)<http://www.plan.be>**Bureau fédéral du Plan**

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

tél. : +32-2-5077311

fax : +32-2-5077373

e-mail : [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)<http://www.plan.be>

## Enveloppes bien-être 2017-2018 dans les régimes de sécurité sociale et d'assistance sociale

## Welvaartsenveloppes 2017-2018 in de sociale zekerheids- en bijstandsregelingen

Oktober - Octobre 2016

Greet De Vil, Nicole Fasquelle, Guy Van Camp, Saskia Weemaes

**Abstract** – Dit rapport bundelt de werkzaamheden die het FPB heeft uitgevoerd op vraag van de Gemengde Commissie Welvaartvastheid (CRB – NAR) in het kader van de welvaartsenveloppes 2017-2018. In een eerste deel wordt de raming door het FPB van de theoretische welvaartsenveloppe 2017-2018 in de werknemers-, de zelfstandigen- en de bijstandsregeling voorgesteld. Deze berekeningen kunnen afwijken van ramingen van de administraties. Een tweede deel van het rapport stelt, per regeling, de marge of meerkosten in 2017-2018 voor van de genomen maatregelen in 2015-2016 in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016.

# Inhoudstafel - Table des matières

<b>Inleiding</b> .....	<b>1</b>
<b>1. Bruto welvaartsenveloppe 2017-2018</b> .....	<b>1</b>
1.2. Bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling	3
1.2.1. Globaal	3
1.2.2. Naar tak Pensioenen	3
1.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	4
1.2.4. Naar tak werkloosheid	5
1.2.5. Naar tak arbeidsongevallen	6
1.2.6. Naar tak beroepsziekten	6
1.3. Bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling	7
1.3.1. Globaal	7
1.3.2. Naar tak pensioenen	7
1.3.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	7
1.3.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht	8
1.4. Bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling	9
<b>2. Meerkosten of marges in 2017-2018 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016</b> .....	<b>10</b>
2.1. In de werknemersregeling	12
2.1.1. Globaal	12
2.1.2. Naar tak pensioenen	13
2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen	14
2.1.4. Naar tak werkloosheid	16
2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen	17
2.1.6. Naar tak beroepsziekten	17
2.2. In de zelfstandigenregeling	18
2.2.1. Globaal	18
2.2.3. Naar tak pensioenen	19
2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen	20
2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht	20
2.3. In de bijstandsregeling	21



# Inleiding

De wet van 23 december 2005 met betrekking tot het Generatiepact<sup>3</sup> installeert een structureel mechanisme van welvaartsbinding van uitkeringen in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling<sup>4</sup>. De wet voorziet een procedure in drie stappen. In een eerste fase wordt tweejaarlijks de grootte van de “beschikbare” welvaartsenveloppe per regeling berekend. In een tweede fase wordt door de gemengde commissie welvaartsvastheid een advies opgesteld met betrekking tot de invulling van de beschikbare enveloppen. Concreet gaat het om voorstellen van aanpassingen van uitkeringen, berekeningsplafonds of inkomensdrempels waarbij rekening gehouden wordt met ontwikkelingen inzake economische groei, werkgelegenheidsgraad, duurzaam financieel evenwicht in sociale zekerheid en bijstand, vergrijzing, inactiviteitsvallen, ... Vanaf de enveloppe 2011-2012 dient het advies ook rekening te houden met de eventuele meerkosten of marges (minderkosten) veroorzaakt door de beslissingen met betrekking tot de voorgaande tweejaarlijkse periode. In een derde fase beslist de regering over de concrete maatregelen. Indien zij hierbij afwijkt van het advies van de sociale partners, dient dat uitdrukkelijk gemotiveerd te worden.

Op vraag van de gemengde commissie welvaartsvastheid (CRB/NAR) heeft het FPB berekeningen uitgevoerd in het kader van de welvaartsenveloppes 2017-2018. Dit rapport bundelt deze werkzaamheden. In een eerste deel wordt de door het FPB geraamde bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemers-, zelfstandigen- en bijstandsregeling voorgesteld. Dit is de welvaartsenveloppe die gebaseerd is op de parameters zoals voorzien in het Generatiepact, zonder rekening te houden met eventuele meerkosten of marges veroorzaakt door maatregelen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe. De geraamd enveloppes van het FPB kunnen afwijken van ramingen van de administraties. Vervolgens berekende het FPB de marges of meerkosten in 2017-2018 van de genomen maatregelen in 2015-2016 in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016. Deze resultaten zijn opgenomen in deel 2.

## 1. Bruto welvaartsenveloppe 2017-2018

De bruto enveloppe<sup>5</sup> wordt berekend op basis van de wettelijke parameters voorzien in de wet op het Generatiepact. De wet voorziet dat de enveloppe in de werknemers- en in de zelfstandigenregeling minimaal moet overeenstemmen met de geraamde uitgaven van:

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% voor minima en forfaitaire uitkeringen;
- een jaarlijkse verhoging met 1,25% van de grenzen die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de inkomensvervangende uitkeringen en, in de pensioenregeling van werknemers, van het minimumrecht per loopbaanjaar;

<sup>3</sup> Artikel 5 en 6, artikel 72 en 73.

<sup>4</sup> Hoofdstuk IV van de programmawet van 27 december 2006 voegt artikel 73bis en 73ter toe aan de wet op het Generatiepact waardoor ook de bijstandsregelingen opgenomen worden.

<sup>5</sup> De term “bruto” wijst op het feit dat er geen rekening is gehouden met eventuele meerkosten of marges die kunnen ontstaan door beslissingen in het kader van de voorgaande tweejaarlijkse enveloppe (zie deel 2).

- een jaarlijkse welvaartsaanpassing met 0,5% voor alle inkomensvervangende sociale uitkeringen, met uitzondering van de forfaitaire uitkeringen.

Voor de bijstand dient de enveloppe minimaal overeen te stemmen met de som van de geraamde uitgaven van een jaarlijkse welvaartsaanpassing van 1% van het leefloon, het equivalent leefloon, de inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT), de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB).

De bruto enveloppes voor de tweejaarlijkse periode 2017-2018 worden geraamd op basis van het model voor de Economische Vooruitzichten van het Federaal Planbureau (versie van juni 2016) en waar mogelijk werden actualisaties doorgevoerd aan de hand van nieuwe informatie van de administraties. Hierna worden de verschillende enveloppes per regeling voorgesteld en onderverdeeld naar tak binnen elke regeling (bedragen aan index 122,01, basis 2004=100).

## 1.2. Bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling

### 1.2.1. Globaal

Tabel 1 Raming van de bruto enveloppe 2017-2018 in de werknemersregeling  
*Uitgedrukt aan index 122,01 (basis 2004=100)*

	2017	2018	2017	2018
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Pensioenen	142,5	292,3	137,1	281,3
ZIV-uitkeringen	58,8	118,9	58,8	118,9
Werkloosheid	56,5	110,9	56,5	110,9
Beroepsziekten	2,1	4,1	2,1	4,1
Arbeidsongevallen	3,2	6,2	3,2	6,2
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>263,1</b>	<b>532,4</b>	<b>257,7</b>	<b>521,4</b>

In bovenstaande tabel worden er twee versies van de enveloppe in de werknemersregeling voorgesteld. Enerzijds een bruto enveloppe die rekening houdt met een verhoging van het vakantiegeld voor gepensioneerden conform de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%. Anderzijds een enveloppe die geen rekening houdt met de uitgaven voor het vakantiegeld.

### 1.2.2. Naar tak Pensioenen

Tabel 2 Pensioenen

	2017	2018	2017	2018
	MET VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN*		ZONDER VAKANTIEGELD IN TAK PENSIOENEN	
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	44,0	90,4	44,0	90,4
Minimumrecht per loopbaanjaar 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,2	4,7	1,2	4,7
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,0	0,1	0,0	0,1
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	97,3	197,2	91,9	186,1
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>142,5</b>	<b>292,3</b>	<b>137,1</b>	<b>281,3</b>

\* De uitgaven voor vakantiegeld worden verhoogd zoals de verhoging van de niet-minima, namelijk met 0,5%

Bovenstaande tabel geeft de opsplitsing naar parameter van de theoretische enveloppe 2017-2018 in de tak pensioenen. Opnieuw worden er twee versies van de enveloppe voorgesteld: enerzijds met vakantiegeld en anderzijds zonder vakantiegeld. Het vakantiegeld wordt verhoogd met 0,5% conform de "welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen" en is in deze lijn van bovenstaande tabel terug te vinden. De door het FPB geraamde welvaartsenveloppe sluit nauw aan bij de ramingen van de Federale Pensioendienst (140,4 miljoen euro in 2017 en 283,1 miljoen euro in 2018, telkens zonder vakantiegeld). Deze verschillen kunnen verklaard worden door verschillende hypothesen over de evolutie van het aantal gepensioneerden en over factoren die de berekening van het pensioen bepalen (lonen uit het verleden, aantal pensioenen en loopbaan jaren die gewaardeerd worden aan het minimumrecht, loopbaanduur, ...).

### 1.2.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 3 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	37,4	79,3
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	2,2	6,6
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	19,2	33,0
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>58,8</b>	<b>118,9</b>

De theoretische welvaartsenveloppe voor de tak ziekte en invaliditeit wordt in 2017 geraamd op 58,8 miljoen euro en 118,9 miljoen euro in 2018 terwijl de ramingen van het RIZIV respectievelijk 0,2 en 1,3 miljoen euro lager liggen. Het kleine verschil in 2018 is te verklaren door het verschil in het basisbedrag (de uitkeringen) waarop de parameters toegepast worden. Terwijl in 2017 het FPB uitgaat van de ramingen van het RIZIV (via de budgettaire tabellen) worden vanaf 2018 de uitkeringen endogeen door het model bepaald. Verschillende elementen bepalen die uitkeringen: zo speelt de evolutie van de werkgelegenheid een rol die op zijn beurt de evolutie van de aantallen bepaalt, de evolutie van het loon en de daarbij horende invloed van de loongrens, de vervrouwelijking (lager bedrag dan mannen).

Onderstaande tabellen splitst de enveloppe voor ZIV-uitkeringen op tussen primaire arbeidsongeschiktheid, moederschapsrust en invaliditeit. In die drie sub-takken ligt de geraamde enveloppe in 2018 respectievelijk 0,5; 0,1 en 0,6 miljoen hoger dan die van het RIZIV.

Tabel 4 ZIV-uitkeringen: deel primaire ongeschiktheid

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,9	3,9
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,2	3,3
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	6,7	9,4
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>9,8</b>	<b>16,6</b>

Tabel 5 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	nvt	nvt
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,4	1,0
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	3,0	4,0
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>3,4</b>	<b>5,0</b>

Tabel 6 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	35,5	75,4
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,6	2,3
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	9,4	19,7
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>45,5</b>	<b>97,3</b>

#### 1.2.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 7 Werkloosheid

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	31,6	62,3
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	5,3	15,1
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	19,6	33,4
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>56,5</b>	<b>110,9</b>

L'enveloppe totale réservée aux adaptations au bien-être dans la branche chômage (y compris chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit-temps) calculée par le Bureau fédéral du Plan ne présente quasiment pas de différence avec l'enveloppe totale estimée par l'Onem (56,5 millions en 2017 et 110,8 millions en 2018).

### 1.2.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 8 Arbeidsongevallen

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,1	2,2
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,1	0,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	2,0	3,9
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>3,2</b>	<b>6,2</b>

Sinds 2012 zijn de welvaartsaanpassingen voor de vergoedingen ten laste van het Fonds voor Arbeidsongevallen, ook deze voor de uitkeringen die betaald worden door de verzekeringsmaatschappijen. Daarom wordt voortaan geen opdeling meer gemaakt tussen het FAO en de verzekeringsmaatschappijen. De verhoging van het plafond daarentegen is wel ten laste van de verzekeraars. Aangezien zij bij de toekenning van een verhoging van het plafond reserves dienen aan te leggen, dient de berekening voor de verzekeraars gemaakt te worden in kapitalisatie, terwijl de enveloppe berekend wordt in repartitie. Deze omzetting naar repartitie werd enkele jaren geleden uitgevoerd via een complexe berekening. In overleg met de verzekeraars heeft het FAO beslist de toenmalige enveloppe enkel met de index aan te passen. Dit verklaart wellicht (een deel van) het verschil met de ramingen van het FPB, waarin de uitkeringen endogeen door het model bepaald worden. De welvaartsenveloppe in de tak arbeidsongevallen in 2017 en 2018 wordt door het FPB respectievelijk 0,4 en 0,6 miljoen euro hoger geraamd in vergelijking met de ramingen van het FAO.

### 1.2.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 9 Beroepsziekten

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	1,6	3,1
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,1	0,2
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,4	0,9
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>2,1</b>	<b>4,1</b>

De raming van de welvaartsenveloppe voor beroepsziekten stemt nagenoeg overeen met die van het FBZ, op 0,1 miljoen euro in 2018 na dat het FPB lager ligt.

### 1.3. Bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling

#### 1.3.1. Globaal

Tabel 10 Raming van de bruto enveloppe 2017-2018 in de zelfstandigenregeling - *VOORLOPIGE CIJFERS*  
*Uitgedrukt aan index 122.01 (basis 2004=100)*

	2017	2018
Pensioenen	29,40	60,26
ZIV-uitkeringen	4,6	9,8
Overbruggingsrecht	0,1	0,2
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>33,47</b>	<b>70,26</b>

#### 1.3.2. Naar tak pensioenen

Tabel 11 Pensioenen

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	26,31	53,77
Plafond 1,25% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,00	0,01
Welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen 0,5% op 1.1.2017 en 1.1.2018	3,09	6,48
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>29,40</b>	<b>60,26</b>

Bovenstaande tabel geeft de opsplitsing naar parameter van de theoretische enveloppe 2017-2018 in de tak pensioenen binnen de regeling van de zelfstandigen. De door het FPB geraamde welvaartsenveloppe voor de verhoging van het plafond en deze van de aanpassing van de overige uitkeringen met 0,5% sluit nauw aan bij cijfers die respectievelijk door de FOD Sociale Zekerheid en de Federale Pensioendienst berekend worden (voor 2017 publiceren zij respectievelijk 0,00 en 3,34 miljoen euro). De kosten van de ophoging van de minima met 1% worden in de raming van het FPB lager ingeschat dan bij de Federale Pensioendienst (voor respectievelijk 2017 en 2018 bekomen zij 31,67 en 64,09 miljoen euro). De lagere raming op basis van het FPB-model is onder meer te wijten aan het feit dat er geen rekening gehouden wordt met de mogelijke verandering van statuut bij het optrekken van het minimumbedrag. Gepensioneerden van wie het pensioen berekend wordt op basis van werkelijke prestaties kunnen, wanneer hun pensioen al in uitbetaling is, namelijk de overstap maken van dit type pensioen naar een minimumpensioen, wanneer het minimumpensioen verhoogd wordt.

#### 1.3.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 12 ZIV-uitkeringen

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	4,6	9,8
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>4,6</b>	<b>9,8</b>

De raming van het RIZIV ligt in 2018 0,2 miljoen euro lager. Zoals in de werknemersregeling is het verschil te wijten aan een iets hogere raming van de uitkeringen voor 2018 door het FPB.

### 1.3.4. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 13 RSVZ-Overbruggingsrecht

	2017	2018
Minima en forfaitaire bedragen 1% op 1.1.2017 en 1.1.2018	0,1	0,2
Totale theoretische enveloppe 2017-2018	0,1	0,2



## 1.4. Bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling

Tabel 14 Raming van de bruto enveloppe 2017-2018 in de bijstandsregeling  
*Uitgedrukt aan index 122.01 (basis 2004=100)*

	2017	2018
Leefloon en equivalent leefloon*	11,9	23,9
Inkomensvervangende tegemoetkoming aan personen met een handicap (IVT)	11,5	23,2
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor bejaarden (GIB)	13,0	26,5
<b>Totale theoretische enveloppe 2017-2018</b>	<b>36,4</b>	<b>73,6</b>

Het leefloon is in de enveloppeberekening opgenomen voor het gedeelte van de toelage van de federale overheid aan de OCMW's. Hierbij wordt uitgegaan van een staatsaandeel in de kosten van het leefloon van 75% (rekening houdend met de verhoging van de staatstoelage met 5% vanaf 01-07-2014).

De bijstandsuitkering vormt vaak een aanvulling op andere inkomens (uit arbeid, sociale uitkeringen, inkomen van de partner,...). Bij het bepalen van de hoogte van de bijstandsuitkering wordt rekening gehouden met (een gedeelte van) die inkomens. Bij de raming van de welvaartsenveloppe speelt de evolutie van deze bestaansmiddelen dan ook een belangrijke rol. Maar aangezien deze evolutie onzeker is, dienen hierover hypothesen gesteld te worden. De raming van de theoretische enveloppe 2017-2018 zoals voorgesteld in tabel 14, veronderstelt geen groei van de bestaansmiddelen in 2017-2018 en kent dus aan alle bijstandsgerechtigden de waarde in euro toe van de verhoging van het baremabedrag met 1%<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> Zoals toegelicht in WP4-11 van het FPB ("Welvaartsbinding van sociale en bijstandsuitkeringen", Federaal Planbureau, WP4-11, maart 2011), kunnen andere hypothesen over bijvoorbeeld de evolutie van de bestaansmiddelen leiden tot divergerende welvaartsenveloppen. Het is echter essentieel dat dezelfde hypothesen worden gebruikt zowel voor de berekening van de beschikbare enveloppe als voor de raming van de financiële weerslag van de maatregelen effectief genomen in het kader van de enveloppe. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, dan zullen verschillen in de raming van de beschikbare enveloppe en in de raming van de kosten van de maatregelen genomen in het kader van de enveloppe van dezelfde grootte zijn (ex ante), en dit ongeacht de evolutie van de bestaansmiddelen (behalve wanneer de toekenning van de enveloppe gericht zou zijn op een categorie waarvan de evolutie van de bestaansmiddelen sterk zou afwijken van die van de andere categorieën). Indien het totale bedrag van de enveloppe herverdeeld kan worden over de verschillende bijstandsregelingen, is het ook aangewezen dat dezelfde methode gebruikt wordt voor de verschillende regelingen.

## 2. Meerkosten of marges in 2017-2018 van maatregelen in het kader van de welvaartsenveloppes 2015-2016

De wet op het Generatiepact stelt dat de beschikbare enveloppe rekening dient te houden met een eventuele meerkosten of minderkosten (marge) van de maatregelen die genomen zijn in het kader van de vorige tweejaarlijkse enveloppe. In die zin kunnen de enveloppes 2017-2018 berekend in deel 1 beschouwd worden als bruto enveloppes.

Herwaarderingsmaatregelen brengen gerelateerde uitgaven over verschillende jaren met zich mee, dus ook na de tweejaarlijkse periode waarin de maatregelen genomen worden. In grote lijnen<sup>7</sup> onderscheiden we enerzijds maatregelen waarvan de gerelateerde uitgaven een op termijn uitdovend karakter hebben en anderzijds maatregelen waarvan de uitgaven een permanent karakter hebben. Zo leidt de herwaardering van een niet-forfaitaire uitkering (bijvoorbeeld, een welvaartsaanpassing op 1 september 2015 van de pensioenen die 5 jaar geleden ingegaan zijn met 2%) tot tijdelijke kosten. De kosten dalen immers naarmate de generatie waarop de maatregel van toepassing is, uitsterft. Omgekeerd zal een herwaardering van een berekeningsparameter (zoals een plafond of een vervangingsratio) of van een forfaitaire of minimumuitkering permanente kosten veroorzaken in de mate dat de maatregel niet enkel betrekking heeft op huidige generatie(s) maar ook op toekomstige generaties gerechtigden. Verder kan het toewijzen van de enveloppe ten voordele van een bepaalde tak of een categorie gerechtigden waarvan het aantal gerechtigden een stijgende trend vertoont, eveneens leiden tot hogere kosten in de daaropvolgende jaren.

De beschikbare enveloppe voor welvaartsaanpassingen, berekend volgens de parameters van het generatiepact, heeft uiteraard een bepaalde meerjaarlijkse dynamiek, gegeven het relatieve gewicht van de verschillende parameters (1,25%; 1%; 0,5%) die de enveloppe bepaalt.

Binnen elke regeling (werknemers, zelfstandigen of bijstand) kan de toewijzing van de tweejaarlijkse enveloppe door de regering op voorstel van de sociale partners vrij gebeuren over takken (pensioenen, ZIV, werkloosheid. ...), types uitkeringen en categorieën van gerechtigden heen. Gegeven bovenvermelde verschillende uitgavenprofielen kunnen de meerjaarlijkse kosten van de beschikbare enveloppe (als totaal van de uitgaven per regeling op basis van de parameters 1,25; 1 en 0,5) verschillen van de meerjaarlijkse kosten van de genomen maatregelen in het kader van die enveloppe. Eenzelfde enveloppe, die op verschillende manieren tussen verschillende herwaarderingsprofielen wordt verdeeld, kan dus op langere termijn tot sterk uiteenlopende uitgavenprofielen leiden. Met andere woorden, de maatregelen genomen in het kader van de toewijzing van de enveloppe 2015-2016 kunnen in 2017-2018 tot kosten leiden die verschillen van de kosten die gegenereerd zouden zijn bij toepassing van de herwaarderingsprofielen volgens de berekeningsregels van de enveloppe 2015-2016. Het verschil in 2017-2018 van enerzijds de kosten van de bruto enveloppe 2015-2016 en anderzijds de kosten van de genomen maatregelen in het kader van de enveloppe 2015-2016, geeft de meerkosten (of marge) van de beslissingen met betrekking tot de enveloppe 2015-2016 in 2017-2018.

---

<sup>7</sup> Voor een uitgebreide analyse, zie "Avis relatif à l'enveloppe budgétaire 2009-2010 réservée aux adaptations au bien-être", Studiecommissie voor de Vergrijzing, Hoge Raad van Financiën, juli 2008.

De meerkosten of marges in 2017-2018 worden bepaald als het verschil tussen de geraamde uitgaven in 2017-2018 van de berekeningsregels voor de beschikbare enveloppe 2015-2016 en van de genomen maatregelen in 2015-2016 in het kader van de enveloppe. Merk op dat de maatregelen die niet in het advies van de sociale partners stonden, niet in rekening gebracht worden bij het bepalen van de meerkosten of de marges. De evolutie van hun uitgaven zijn wel terug te vinden in onderstaande tabellen onder de rubriek "andere" regeringsmaatregelen.

Hierna wordt per regeling en per tak de meerkosten of marges voorgesteld. Alle bedragen zijn uitgedrukt in lopende prijzen tot 2017, nadien in constante prijzen van 2017 (index 122,01, basis 2004 = 100) en in miljoen euro.

## 2.1. In de werknemersregeling

### 2.1.1. Globaal

Tabel 15 Raming van de meer-of minderkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering voor de periode 2015-2016 - WERKNEMERSREGELING

	2015	2016	2017	2018
Index (2004=100)	119,62	121,02	122,01	122,01
<b>A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2015-2016</b>				
RVP Pensioenregeling voor werknemersregeling	148,3	297,7	301,5	303,6
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	63,2	112,9	121,2	127,4
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	32,6	80,6	80,7	79,7
FAO en VM Arbeidsongevallen	2,0	7,4	7,8	8,1
FBZ Beroepsziekten	2,2	8,1	8,0	7,9
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>248,3</b>	<b>506,7</b>	<b>519,1</b>	<b>526,6</b>
<b>B. Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling</b>				
<i>Onderverdeeld naar parameters voor het bepalen van de enveloppe</i>				
Verhoging loongrens en minimumrecht per loopbaanjaar met 1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	8,1	23,0	33,0	41,1
Verhoging van forfaits en minima met 1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	101,4	205,6	208,9	212,2
Verhoging andere uitkeringen met 0,5% op 1.1.2015 en 1.1.2016	133,5	257,9	240,7	227,2
<b>Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling</b>	<b>243,0</b>	<b>486,5</b>	<b>482,7</b>	<b>480,5</b>
<i>Onderverdeeld naar tak in de werknemersregeling</i>				
RVP Pensioenregeling voor werknemersregeling	125,6	257,1	257,1	255,3
ZIV-uitkeringen in de werknemersregeling	50,8	101,4	99,1	98,6
RVA Werkloosheidsuitkeringen, met bedrijfstoeslag, tijdskrediet	62,0	118,7	116,8	116,8
FAO en VM Arbeidsongevallen	2,7	5,3	5,7	6,0
FBZ Beroepsziekten	2,1	4,0	4,0	3,9
<b>Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016 in de werknemersregeling</b>	<b>243,0</b>	<b>486,5</b>	<b>482,7</b>	<b>480,5</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>-5,3</b>	<b>-20,2</b>	<b>-36,5</b>	<b>-46,1</b>

## 2.1.2. Naar tak pensioenen

Tabel 16 Pensioenen

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
<b>Toewijzing enveloppe 2015-2016</b>				
Alle pensioenen vóór 1995, +1% op 01-09-2015	13,8	41,5	37,6	33,9
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen met 2% 1.9.2015	24,6	76,1	78,3	79,8
Verhoging minimumrecht per loopbaanjaar met 2% op 1.9.2015	0,2	1,2	2,0	2,8
Verhoging vakantiegeld met 6,4% op 01.05.2015	57,8	60,3	61,7	63,1
Plafond minimum jaarrecht +2% op 01.01.2015	0,6	1,8	3,0	4,2
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2010) met 2%, zonder minima op 01.09.2015	5,8	17,3	17,2	16,9
Verhoging alle uitkeringen ingegaan 5 jaar geleden (in 2011) met 2%, zonder minima op 01.01.2016	0,0	19,4	19,3	19,0
Verhoging "kleine" minima voor werknemers naar niveau "gewone" minima voor werknemers op 01.06.2015	45,4	80,1	82,3	83,9
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>148,3</b>	<b>297,7</b>	<b>301,5</b>	<b>303,6</b>
<b>Theoretische enveloppe 2015-2016</b>				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016		0,0	0,2	0,5
Minimumrecht per loopbaanjaar +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,4	1,5	2,5	3,5
Minimumpensioen +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	34,3	71,5	73,5	74,9
0.5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	90,8	184,0	180,9	176,3
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>125,6</b>	<b>257,1</b>	<b>257,1</b>	<b>255,3</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe</b>	<b>-22,7</b>	<b>-40,6</b>	<b>-44,4</b>	<b>-48,3</b>
<b>Maatregel op voorstel van de regering buiten enveloppe</b>				
Verhoging gewaarborgd minimumpensioen voor volledige loopbaan met 0,7% op 01.01.2017 (via eenmalige inhaalpremie in december 2016)		16,8	17,2	17,6

Merk op dat het optrekken van de kleine minima voor werknemers tot het niveau van het "gewoon" minimum op 1 juni 2015 niet alleen een verhoging van het pensioenbedrag voor de bestaande gerechtigden op dit minimum betekent maar ook tot een toename van het aantal gerechtigden op het minimumpensioen leidt. Gepensioneerden die aan de loopbaanvoorwaarden voor het minimum voldoen en die vóór de verhoging een berekend pensioen hadden dat tussen het klein minimum en het "gewoon" minimum lag, zullen na de maatregel ook het minimumpensioen ontvangen en het "label" van minimumpensioen hebben. Bijgevolg zullen deze "nieuwe" gerechtigden op het minimum ook de verhoging van het minimumpensioen op 1 september 2015 ontvangen. Voor de berekening van de theoretische enveloppe 2015-2016 zijn deze "nieuwe" gerechtigden op het minimumpensioen door de verhoging van het klein minimum niet opgenomen. Deze berekening is immers gebaseerd op de toepassing van de parameters voorzien in het Generatiepact.

### 2.1.3. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 17 TOTAAL ZIV-UITKERINGEN

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
<b>Toewijzing enveloppe 2015-2016</b>	<b>63,2</b>	<b>112,9</b>	<b>121,2</b>	<b>127,4</b>
<b>Theoretische enveloppe 2015-2016</b>				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,8	4,9	5,5	6,0
Minima en forfaits +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	29,6	63,7	67,9	71,0
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	19,3	32,8	25,7	21,5
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>50,8</b>	<b>101,4</b>	<b>99,1</b>	<b>98,6</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe</b>	<b>-12,4</b>	<b>-11,5</b>	<b>-22,0</b>	<b>-28,8</b>

De geraamde meerkosten bij de ZIV-uitkeringen zijn enkel toe te schrijven aan meerkosten bij invaliditeit terwijl bij primaire arbeidsongeschiktheid en moederschapsrust marges ontstaan.

Tabel 18 ZIV-uitkeringen: deel primaire arbeidsongeschiktheid

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
<b>Toewijzing enveloppe 2015-2016</b>				
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Verhoging minima +2% op 1.9.2015	1,07	3,24	3,32	3,32
Verhoging plafonds +1,25% op 1.4.2015	0,73	2,42	2,48	2,48
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>1,80</b>	<b>5,66</b>	<b>5,81</b>	<b>5,81</b>
<b>Theoretische enveloppe 2015-2016</b>				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,1	2,8	2,8	2,8
Minima en forfaits +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,6	3,1	3,2	3,2
0.5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	7,4	9,7	2,7	0,0
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>10,0</b>	<b>15,6</b>	<b>8,7</b>	<b>6,0</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing enveloppe</b>	<b>8,3</b>	<b>9,9</b>	<b>2,9</b>	<b>0,2</b>

Tabel 19 ZIV-uitkeringen: deel moederschapsrust

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Verhoging plafond met 1,25% op 1.4.2015	0,2	0,7	0,8	0,8
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>
Theoretische enveloppe 2015-2016				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,4	0,9	0,9	0,9
0.5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	3,0	3,8	2,5	0,0
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>3,3</b>	<b>4,7</b>	<b>3,4</b>	<b>0,9</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) in 2017-2018 na toewijzing</b>	<b>3,1</b>	<b>4,0</b>	<b>2,6</b>	<b>0,1</b>

Tabel 20 ZIV-uitkeringen: deel invaliditeit

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Verhoging minima +2% op 1.9.2015	18,7	56,7	60,5	63,4
Verhoging uitkeringen ingegaan 6 jaar geleden +2% op 1.9.2015	0,7	2,1	2,3	2,4
Verhoging uitkeringen ingegaan 6 jaar geleden +2% op 1.1.2016	0,0	2,4	2,6	2,7
Inhaalpremie (= verhoging vakantiegeld) +160 EUR na 2 jaar arbeidsongeschiktheid op 1.5.2015	41,5	44,1	47,2	49,4
Verhoging plafonds +1,25% op 1.4.2015	0,3	1,1	2,0	2,9
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>61,2</b>	<b>106,5</b>	<b>114,6</b>	<b>120,8</b>
Theoretische enveloppe 2015-2016				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,4	1,3	1,8	2,3
Minima en forfaits +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	28,0	60,6	64,8	67,8
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	9,0	19,2	20,5	21,5
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>37,4</b>	<b>81,1</b>	<b>87,1</b>	<b>91,7</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) in 2017-2018 na toewijzing</b>	<b>-23,8</b>	<b>-25,4</b>	<b>-27,5</b>	<b>-29,1</b>

De inhaalpremie van 160 euro na 2 jaar arbeidsongeschiktheid neemt een groot deel van de kosten van de toegewezen enveloppe in beslag.

## 2.1.4. Naar tak werkloosheid

Tabel 21 Werkloosheid

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Minima en forfaitaire bedragen +2% op 1.9.2015	17,8	50,7	50,4	49,4
Plafond +1,25% voor de bestaande maxima en de nieuwe intredes op 1.7.2015	14,8	29,9	30,3	30,3
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>32,6</b>	<b>80,6</b>	<b>80,7</b>	<b>79,7</b>
Theoretische enveloppe 2015-2016				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	5,5	16,1	24,1	30,1
Minima en forfaits +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016 (loopbaanonderbreking en tijds-krediet inbegrepen)	34,8	65,1	62,2	61,0
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	21,6	37,5	30,5	25,7
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>62,0</b>	<b>118,7</b>	<b>116,8</b>	<b>116,8</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) in 2017-2018 na toewijzing</b>	<b>29,3</b>	<b>38,1</b>	<b>36,14</b>	<b>37,14</b>

Remarque: la 6ème réforme de l'Etat implique un transfert de compétences en matière de certaines interruptions de carrière. Cependant, les dépenses d'interruption de carrière des années 2015 et 2016 comprennent des paiements effectués par l'Onem qui n'ont pas encore été transférés aux R&C. Par contre, à partir de 2017, les dépenses d'interruption de carrière concernées sont intégralement transférées aux R&C et ne font plus partie des dépenses de l'Onem.



## 2.1.5. Naar tak arbeidsongevallen

Tabel 22 Arbeidsongevallen

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Minima en forfaits +2% op 1.9.2015	0,8	2,5	2,6	2,6
Verhoging uitkeringen ingegaan 6 jaar geleden met 2% op 1.9.2015	0,1	0,2	0,2	0,2
Verhoging uitkeringen ingegaan 6 jaar geleden met 2% op 1.1.2016	0,0	0,2	0,2	0,2
Verhoging met 0.3% voor AO overkomen in 2011 (wegwerken anomalie) 1.9.2015	0,0	0,0	0,0	0,0
Ondersteuning meest ernstige gevallen in periode voor consolidatie 1.7.2015	0,2	0,3	0,4	0,4
Verlaging sociale bijdrage na pensionering van 13,07 naar 8,31% op 1.10.2015	1,0	3,9	4,0	4,1
Verhoging plafonds +1,25% op 1.1.2016	0,0	0,2	0,4	0,6
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>2,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>8,1</b>
Theoretische enveloppe 2015-2016				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,2	0,4	0,6	0,8
Minima en forfaitaire bedragen +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,2	2,3	2,4	2,4
0.5% welvaartsaanpassing overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,4	2,7	2,8	2,8
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>2,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>6,0</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>0,7</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,1</b>	<b>-2,2</b>

## 2.1.6. Naar tak beroepsziekten

Tabel 23 Beroepsziekten

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119,62	121,01	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Minima en forfaits +2% op 01/09/2015	1,0	3,0	2,9	2,8
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 2% op 01/09/2015	0,0	0,0	0,0	0,0
Verhoging uitkeringen 6 jaar geleden ingegaan 2% op 01/01/2016	0,0	0,5	0,4	0,4
Verlaging sociale bijdrage na pensionering van 13,07 naar 8,31% op 1.10.2015	1,2	4,6	4,6	4,5
Plafonds +1,25% op 01/01/2016	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>2,2</b>	<b>8,1</b>	<b>8,0</b>	<b>7,9</b>
Theoretische enveloppe 2015-2016				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,1	0,1	0,1	0,1
Minima en forfaitaire bedragen +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	1,5	3,0	2,9	2,9
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,5	0,9	0,9	0,9
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>2,1</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>-0,2</b>	<b>-4,1</b>	<b>-4,1</b>	<b>-4,0</b>

## 2.2. In de zelfstandigenregeling

### 2.2.1. Globaal

Tabel 24 Raming van de meer-of minderkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de regering voor de periode 2015-2016 - ZELFSTANDIGENREGELING

	2015	2016	2017	2018
Index (2004=100)	119,62	121,02	122,01	122,01
<b>A. Regeringsmaatregelen die kaderen in de toewijzing van de enveloppe 2015-2016</b>				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	18,2	58,3	59,1	59,3
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	2,7	8,3	8,8	9,2
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0,1	0,2	0,3	0,3
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>21,0</b>	<b>66,8</b>	<b>68,2</b>	<b>68,7</b>
<b>B. Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling</b>				
Onderverdeeld naar tak in de zelfstandigenregeling				
RSVZ Pensioenregeling voor zelfstandigen	29,3	59,4	60,3	60,6
ZIV-uitkeringen in de zelfstandigenregeling	4,1	8,5	9,1	9,5
RSVZ Overbruggingsrecht in de zelfstandigenregeling	0,1	0,2	0,2	0,2
<b>Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016 in de zelfstandigenregeling</b>	<b>33,4</b>	<b>68,1</b>	<b>69,6</b>	<b>70,2</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>12,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>

## 2.2.3. Naar tak pensioenen

Tabel 25 Pensioenen

	2015	2016	2017	2018
Index (2004=100)	119,62	121,02	122,01	122,01
<b>Toewijzing enveloppe 2015-2016</b>				
Alle pensioenen vóór 1995 met 1% op 1.09.2015	0,5	1,3	1,2	1,1
Verhoging minimumpensioen met 2% op 1.9.2015	16,9	51,9	52,8	53,2
Verhoging pensioenen ingegaan 5 jaar geleden (in 2010) met 2% op 1.9.2015	0,8	2,4	2,4	2,4
Verhoging pensioenen ingegaan 5 jaar geleden (in 2011) met 2% op 1.1.2016	0,0	2,6	2,6	2,6
<b>Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016</b>	<b>18,2</b>	<b>58,3</b>	<b>59,1</b>	<b>59,3</b>
<b>Theoretische enveloppe 2015-2016</b>				
Loongrens +1,25% op 1.1.2015 en 1.1.2016	0,0	0,0	0,1	0,1
Minimumpensioen +1% op 1.1.2015 en 1.1.2016	25,4	51,9	52,8	53,2
0,5% welvaartsaanpassing voor overige uitkeringen op 1.1.2015 en 1.1.2016	3,9	7,5	7,4	7,2
<b>Totaal theoretische enveloppe 2015-2016</b>	<b>29,3</b>	<b>59,4</b>	<b>60,3</b>	<b>60,6</b>
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>11,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>
<b>Maatregelen op voorstel van de regering. buiten enveloppe</b>				
Gelijkschakeling van het minimumrustpensioen alleenstaande met dat van werknemers op 1.8.2016		53,1	129,6	130,6
Verhoging van het gewaarborgde minimumpensioen voor volledige loopbaan met 0,7% op 01.01.2017 (via inhaalpremie in december 2016)		8,3	8,4	8,5

## 2.2.4. Naar tak ZIV-uitkeringen

Tabel 26 ZIV-uitkeringen

	2015	2016	2017	2018
Index (2004=100)	119,62	121,02	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Verhoging minima +2% op 1.9.2015	2,7	8,3	8,8	9,2
Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016	2,7	8,3	8,8	9,2
Theoretische enveloppe 2015-2016 (1% op 1.1.2015 en 1% op 1.1.2016)				
	4,1	8,5	9,1	9,5
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>

## 2.2.5. Naar tak RSVZ-Overbruggingsrecht

Tabel 27 RSVZ-Overbruggingsrecht

	2015	2016	2017	2018
Index (2004=100)	119,62	121,02	122,01	122,01
Toewijzing enveloppe 2015-2016				
Verhoging van 2% van de uitkering ingeval van faillissementsverzekering op 1.9.2015	0,1	0,2	0,3	0,3
Totaal toegewezen enveloppe 2015-2016	0,1	0,2	0,3	0,3
Theoretische enveloppe 2015-2016 (+1% op 1.1.2015 en 1% op 1.1.2016)				
	0,1	0,2	0,2	0,2
<b>Marges (+) of meerkosten (-) na toewijzing</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
<i>Maatregelen op voorstel van de regering buiten enveloppe</i>				
Verhoging faillissementsverzekering (verhoging pensioen zelfstandigen) 1/4/2015	0,1	0,1	0,1	0,1
Verhoging faillissementsverzekering (verhoging pensioen zelfstandigen) 1/8/2016	0,0	0,2	0,6	0,6

## 2.3. In de bijstandsregeling

Tabel 28 Raming van de meer- of mindkosten veroorzaakt door de maatregelen voor welvaartsvastheid genomen door de Regering voor de periode 2015-2016- BIJSTANDSREGELING  
alle bedragen zijn uitgedrukt in miljoenen euro

	2015	2016	2017	2018
Index (2004 = 100)	119.62	121.01	122.01	122.01
<b>A. Maatregelen genomen in 2015-2016 in het kader van de toekenning van de enveloppe<sup>2</sup></b>				
Leefloon en equivalent leefloon: +2% op 01-09-2015 <sup>3</sup>	6.4	19.4	20.4	20.3
IVT: +2% op 01-09-2015	7.2	20.8	21.1	21.2
IGO en GIB: +2% op 01-09-2015	8.5	26.0	26.7	27.1
<b>Totaal</b>	<b>22.1</b>	<b>66.2</b>	<b>68.2</b>	<b>68.7</b>
<b>B. Bruto beschikbare enveloppe 2015-2016<sup>1</sup></b>				
(via toepassing wettelijke parameter voor theoretische enveloppe. nl. verhoging met 1% op 01-01-2015 en op 01-01-2016 van...)				
Leefloon en equivalent leefloon	9.2	19.4	20.4	20.3
Inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap (IVT)	10.2	20.8	21.1	21.2
Inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en Gewaarborgd inkomen voor Bejaarden (GIB)	12.9	26.0	26.7	27.1
<b>Totaal</b>	<b>32.4</b>	<b>66.2</b>	<b>68.2</b>	<b>68.7</b>
<b>C. Marges (+) of meerkosten (-) van maatregelen genomen in 2015-2016</b>				
Leefloon en equivalent leefloon	2.8	0.0	0.0	0.0
IVT	3.0	0.0	0.0	0.0
IGO en GIB	4.4	0.0	0.0	0.0
<b>Totaal</b>	<b>10.3</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
<b>D. Maatregelen genomen in 2015-2016 buiten de enveloppe</b>				
<i>Leefloon en equivalent leefloon: +2% op 01-04-2016</i>		14.8	23.4	23.3

<sup>1</sup> Berekend volgens dezelfde methode als de raming van de uitgaven van de effectief genomen maatregelen (punt B)

<sup>2</sup> Bron: 2015-2016: algemene toelichting begrotingscontrole 2016- De Kamer. 25 mei 2016 en berekening FPB voor verhoging (equivalent) leefloon op 01-04-2016; 2017-2018: FPB

<sup>3</sup> Merk op dat in deze bedragen geen rekening is gehouden met indirecte uitgaven gelinkt aan het optrekken van het leefloon, zoals uitgaven aan de installatiepremie. Door de koppeling van de installatiepremie aan het bedrag van het leefloon voor categorie 3, zou de verhoging van het leefloon op 01-09-2015 tot een bijkomende uitgave aan de installatiepremie leiden van 0,07 miljoen euro in 2015 en 0,22 miljoen euro in 2016. In 2017-2018 zou de financiële weerslag hiervan jaarlijks 0,22 miljoen bedragen.

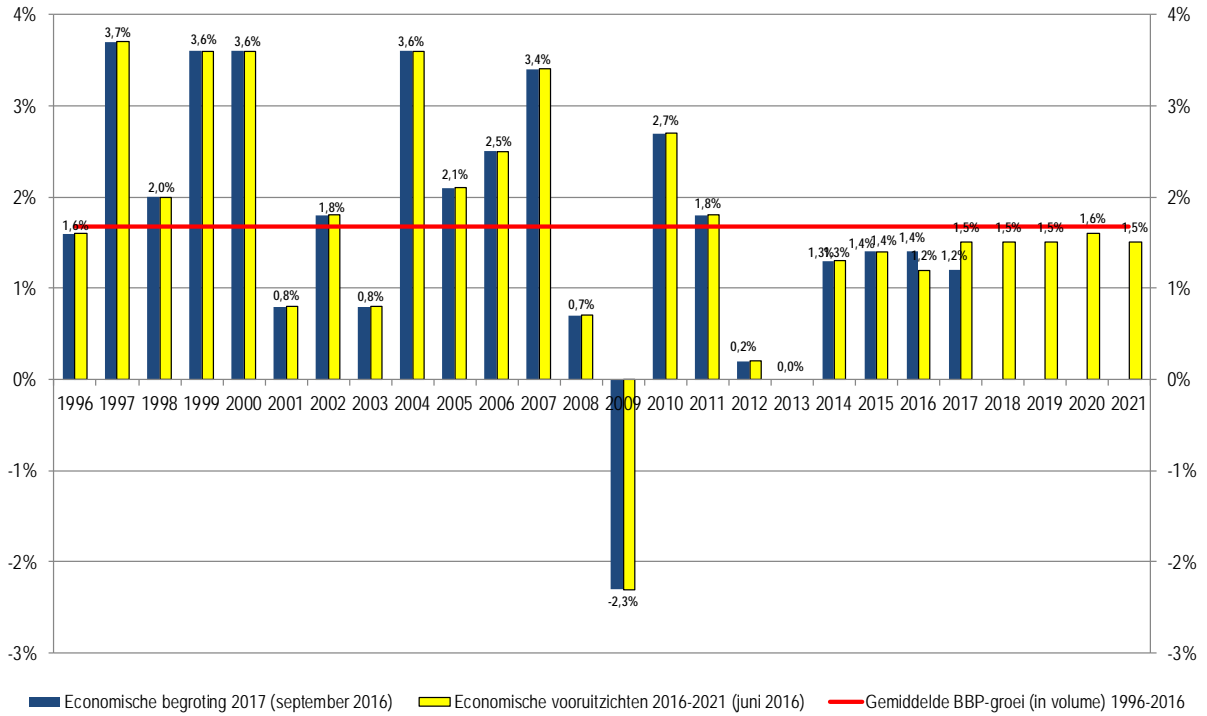
Merk op dat er bij de berekening van de marge/meerkosten geen rekening is gehouden met indirecte uitgaven gelinkt aan het optrekken van het leefloon. Zo is het bedrag van de installatiepremie, een uitkering die eenmalig aan een dakloze kan worden toegekend wanneer hij een woning betreft, gelinkt met het leefloon. Tevens werd er voor de berekening van de marge/meerkosten geen rekening gehouden met de verhoging van het (equivalent) leefloon met 2% op 01-04-2016. Deze maatregel werd door de regering genomen buiten het kader van de welvaartsenveloppes (maatregel in het kader van sociale correctie voor de indexsprong).

# ANNEXE 2

Facteurs contextuels

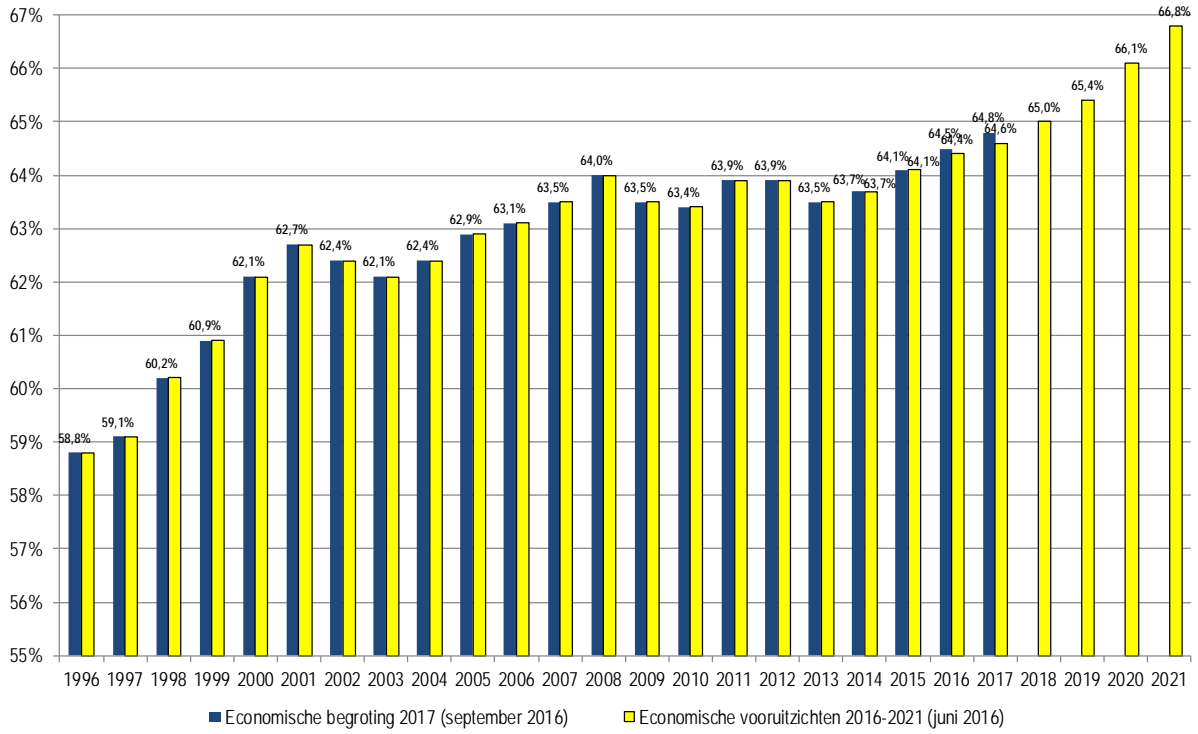
# 1. Croissance économique

Evolution van de BBP-groei (in volume) sinds 1996 en vooruitzichten tot 2021



## 2. Taux d'emploi

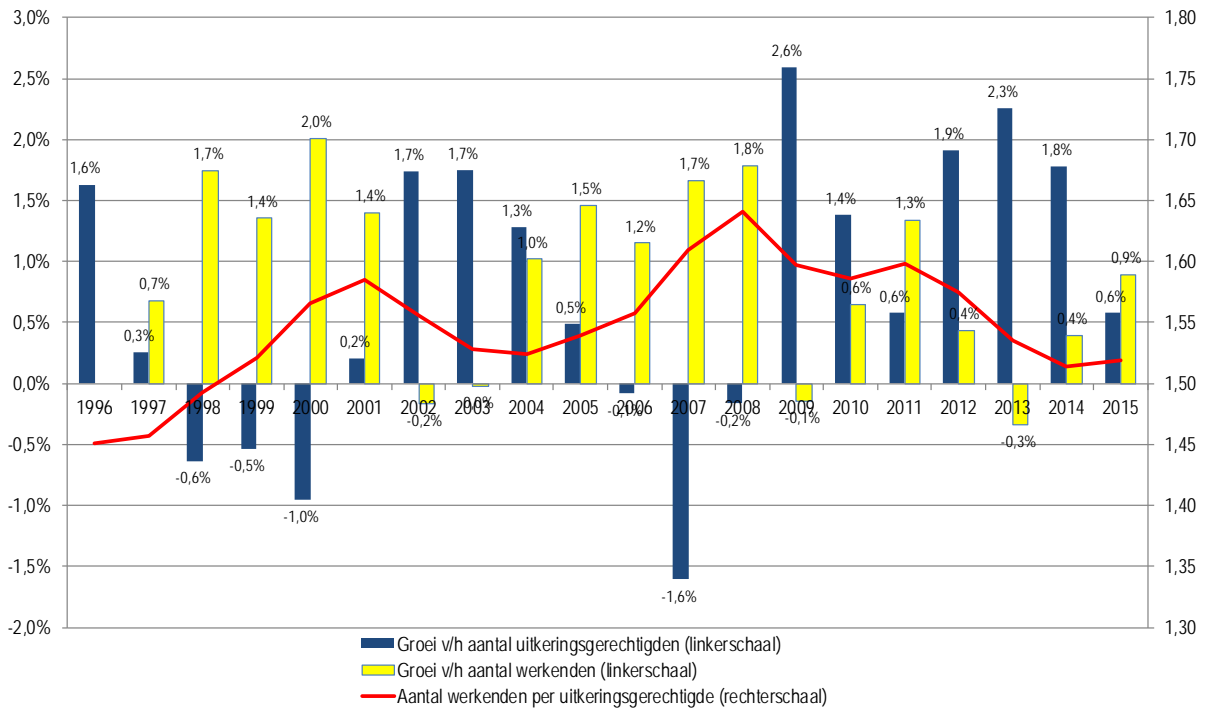
Evolutie van de werkgelegenheidsgraad sinds 1996 en vooruitzichten tot 2021





### 3. Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

Evolutie van het aantal werkenden en gerechtigden op een inkomensvervangende uitkering (excl. primaire arbeidsongeschiktheid) sinds 1996



Source : Bureau fédéral du plan

**REMARQUE** : le nombre d'allocataires ne tient pas compte des personnes en incapacité de travail primaire puisqu'il n'y a pas de données disponibles sur base mensuelle pour le calcul d'une moyenne annuelle.

### 3. Rapport entre le nombre d'allocataires et le nombre d'actifs occupés

1. UITKERINGSGERECHTIGDEN																					
1.a AANTAL																					
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Werknemersregeling	2353,288	2394,967	2401,468	2385,018	2371,346	2348,236	2356,436	2405,171	2456,33	2494,256	2508,311	2507,228	2463,135	2457,809	2528,373	2565,867	2579,928	2630,761	2693,197	2742,296	2756,431
Pensioenen	1375,812	1395,283	1406,834	1414,057	1423,827	1425,218	1425,551	1434,206	1438,389	1443,12	1453,741	1459,836	1468,216	1488,036	1503,103	1518,325	1549,007	1583,874	1617,512	1650,883	1680,56
Invaliditeit	172,454	173,498	174,692	176,91	179,811	181,34	186,313	191,028	197,116	202,546	206,496	212,209	219,753	227,919	238,681	251,572	263,717	276,52	291,475	310,491	330,155
Werklozen	649,088	670,55	668,93	648,485	624,224	599,488	604,737	643,79	684,558	710,11	710,075	695,286	633,517	600,663	645,684	653,776	627,728	636,27	654,526	656,052	627,809
Werklozen met bedrijfsvoeslag	135,357	135,486	130,692	123,743	118,575	114,478	109,95	106,482	107,915	109,869	109,018	111,069	113,579	114,151	115,552	117,509	115,196	110,809	106,908	102,305	96,176
Volijds tijdscrediet/loopbaanonderbreking	20,577	20,15	20,32	21,823	24,909	27,712	29,885	29,665	28,352	28,611	28,981	28,828	28,07	27,04	25,353	24,685	24,28	23,288	22,776	22,565	21,731
Zelfstandigenregeling	317,896	319,776	320,125	319,332	318,493	315,941	313,095	310,816	307,096	304,514	304,078	302,837	301,783	302,539	303,485	305,048	307,539	311,828	315,663	320,166	323,722
Pensioenen	300,74	302,937	303,589	302,955	302,296	299,855	297,038	294,727	290,581	287,599	286,89	285,192	283,615	284,062	284,479	285,25	287,313	291,215	294,5	298,282	301,599
Invaliditeit	17,156	16,839	16,536	16,377	16,197	16,086	16,057	16,089	16,515	16,915	17,188	17,645	18,168	18,477	19,006	19,798	20,226	20,613	21,163	21,884	22,123
<b>Totaal</b>	<b>2671,184</b>	<b>2714,743</b>	<b>2721,593</b>	<b>2704,35</b>	<b>2689,839</b>	<b>2664,177</b>	<b>2669,531</b>	<b>2715,987</b>	<b>2763,426</b>	<b>2798,77</b>	<b>2812,389</b>	<b>2810,065</b>	<b>2764,918</b>	<b>2760,348</b>	<b>2831,858</b>	<b>2870,915</b>	<b>2887,467</b>	<b>2942,589</b>	<b>3008,86</b>	<b>3062,462</b>	<b>3080,153</b>
1.b GROEI																					
(in %)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Werknemersregeling		1,8%	0,3%	-0,7%	-0,6%	-1,0%	0,3%	2,1%	2,1%	1,5%	0,6%	0,0%	-1,8%	-0,2%	2,9%	1,5%	0,5%	2,0%	2,4%	1,8%	0,5%
Pensioenen		1,4%	0,8%	0,5%	0,7%	0,1%	0,0%	0,6%	0,3%	0,3%	0,7%	0,4%	0,6%	1,3%	1,0%	1,0%	2,0%	2,3%	2,1%	2,1%	1,8%
Invaliditeit		0,6%	0,7%	1,3%	1,6%	0,9%	2,7%	2,5%	3,2%	2,8%	2,0%	2,8%	3,6%	3,7%	4,7%	5,4%	4,8%	4,9%	5,4%	6,5%	6,3%
Werklozen		3,3%	-0,2%	-3,1%	-3,7%	-4,0%	0,9%	6,5%	6,3%	3,7%	0,0%	-2,1%	-8,9%	-5,2%	7,5%	1,3%	-4,0%	1,4%	2,9%	0,2%	-4,3%
Werklozen met bedrijfsvoeslag		0,1%	-3,5%	-5,3%	-4,2%	-3,5%	-4,0%	-3,2%	1,3%	1,8%	-0,8%	1,9%	2,3%	0,5%	1,2%	1,7%	-2,0%	-3,8%	-3,5%	-4,3%	-6,0%
Volijds tijdscrediet/loopbaanonderbreking		-2,1%	0,8%	7,4%	14,1%	11,3%	7,8%	-0,7%	-4,4%	0,9%	1,3%	-0,5%	-2,6%	-3,7%	-6,2%	-2,6%	-1,6%	-4,1%	-2,2%	-0,9%	-3,7%
Zelfstandigenregeling		0,6%	0,1%	-0,2%	-0,3%	-0,8%	-0,9%	-0,7%	-1,2%	-0,8%	-0,1%	-0,4%	-0,3%	0,3%	0,3%	0,5%	0,8%	1,4%	1,2%	1,4%	1,1%
Pensioenen		0,7%	0,2%	-0,2%	-0,2%	-0,8%	-0,9%	-0,8%	-1,4%	-1,0%	-0,2%	-0,6%	-0,6%	0,2%	0,1%	0,3%	0,7%	1,4%	1,1%	1,3%	1,1%
Invaliditeit		-1,8%	-1,8%	-1,0%	-1,1%	-0,7%	-0,2%	0,2%	2,6%	2,4%	1,6%	2,7%	3,0%	1,7%	2,9%	4,2%	2,2%	1,9%	2,7%	3,4%	1,1%
<b>Totaal</b>		<b>1,6%</b>	<b>0,3%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,6%</b>
2. WERKENDEN																					
2.a AANTAL																					
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
		3939,7	3966,5	4035,7	4090,4	4172,6	4231	4224,1	4223,3	4266,3	4328,4	4378,2	4451,1	4530,6	4524,1	4553,3	4614,4	4634,6	4618,9	4637,2	4678,6
2.b GROEI																					
(in %)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
			0,7%	1,7%	1,4%	2,0%	1,4%	-0,2%	0,0%	1,0%	1,5%	1,2%	1,7%	1,8%	-0,1%	0,6%	1,3%	0,4%	-0,3%	0,4%	0,9%
3. AANTAL WERKENDEN PER UITKERINGSGERECHTIGDE																					
(gemiddeld op maandbasis, in duizendtallen)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
		1,45	1,46	1,49	1,52	1,57	1,58	1,56	1,53	1,52	1,54	1,56	1,61	1,64	1,60	1,59	1,60	1,58	1,54	1,51	1,52

## 4. Comptes de la sécurité sociale

### 4.a Sécurité sociale des salariés : Comité de Monitoring (JUILLET 2016)

	In miljoen EUR					In %	In %	
	En millions EUR					En %	En %	
	2016 Aangepast Ajusté (1)	2016 Mon. juli Mon. juillet (2)	2017 Mon. juli Mon. juillet (3)	Verschil Différence (2) vs. (1)	Verschil Différence (3) vs. (2)	Verschil Différence (2) vs. (1)	Verschil Différence (3) vs. (2)	
<b>Bijdragen</b>	<b>46 789</b>	<b>46 678</b>	<b>48 389</b>	<b>- 112</b>	<b>1 712</b>	<b>- 0,2</b>	<b>3,7</b>	<b>Cotisations</b>
<b>Globaal beheer</b>	<b>46 731</b>	<b>46 619</b>	<b>48 328</b>	<b>- 112</b>	<b>1 708</b>	<b>- 0,2</b>	<b>3,7</b>	<b>Gestion globale</b>
Sociale bijdragen	44 295	44 355	46 021	59	1 666	0,1	3,8	Cotisations sociales
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijjinteresten	254	122	122	- 132	0	- 51,9	- 0,1	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	2 182	2 142	2 184	- 39	42	- 1,8	2,0	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	58	58	62	0	3	0,0	5,6	Cotisations des organismes
<b>Toelagen van de overheden</b>	<b>8 020</b>	<b>8 100</b>	<b>8 084</b>	<b>80</b>	<b>- 16</b>	<b>1,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>Subventions des pouvoirs publics</b>
RSZ-Globaal beheer	6 495	6 520	6 601	25	81	0,4	1,2	ONSS-Gestion globale
Gefedereerde entiteiten	1 396	1 462	1 479	66	17	4,7	1,2	Entités fédérées
Sectoren	129	118	3	- 11	- 115	- 8,7	- 97,3	Secteurs
<b>Alternatieve financiering</b>	<b>6 464</b>	<b>6 490</b>	<b>10 304</b>	<b>26</b>	<b>3 814</b>	<b>0,4</b>	<b>58,8</b>	<b>Financement alternatif</b>
Globaal beheer	6 464	6 490	10 304	26	3 814	0,4	58,8	Gestion globale
<b>Toegewezen ontvangsten</b>	<b>1 461</b>	<b>1 507</b>	<b>1 511</b>	<b>46</b>	<b>4</b>	<b>3,2</b>	<b>0,3</b>	<b>Recettes affectées</b>
Externe overdrachten	479	513	491	34	- 22	7,1	- 4,3	Transferts externes
<b>Opbrengsten beleggingen</b>	<b>231</b>	<b>237</b>	<b>234</b>	<b>6</b>	<b>- 4</b>	<b>2,8</b>	<b>- 1,6</b>	<b>Produit des placements</b>
Globaal beheer	228	235	231	6	- 4	2,8	- 1,5	Gestion globale
Instellingen	3	3	2	0	0	- 0,6	- 12,1	Organismes
<b>Diversen</b>	<b>197</b>	<b>226</b>	<b>202</b>	<b>29</b>	<b>- 24</b>	<b>14,5</b>	<b>- 10,6</b>	<b>Divers</b>
Globaal beheer	0	0	0	0	0			Gestion globale
Instellingen	197	226	202	29	- 24	14,5	- 10,6	Organismes
Sociale fraude	139	115	187	- 24	73	- 17,6	63,6	Fraude sociale
<b>Totaal ontvangsten</b>	<b>63 780</b>	<b>63 866</b>	<b>69 402</b>	<b>85</b>	<b>5 536</b>	<b>0,1</b>	<b>8,7</b>	<b>Total des recettes</b>
<b>Uitkeringen</b>	<b>40 124</b>	<b>40 105</b>	<b>40 907</b>	<b>- 19</b>	<b>802</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>Prestations</b>
Niet-verdeelde maatregelen	- 7	- 7	261	0	268	0,0	3 576,0	Mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	7 472	7 445	7 742	- 26	297	- 0,3	4,0	INAMI-Indemnités
RVP	24 023	24 011	24 671	- 11	660	0,0	2,7	ONP
FAO	218	218	222	0	4	0,1	1,8	FAT
FBZ	253	254	249	1	- 5	0,3	- 1,8	FMP
RVA	8 156	8 174	7 752	17	- 422	0,2	- 5,2	ONEm
Loopbaanonderbreking	825	788	657	- 37	- 131	- 4,5	- 16,6	Interruption de carrière
Werkloosheid	5 971	5 982	5 803	12	- 179	0,2	- 3,0	Chômage
Werkloosheid met bedrijfstoeslag	1 360	1 403	1 292	43	- 111	3,2	- 7,9	Chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	1	1	1	0	0	0,3	- 21,3	Mineurs
Zeelieden	8	8	8	0	0	- 1,8	0,9	Marins
Betalingskosten	2	2	2	0	0	- 2,6	0,2	Frais de paiement
<b>Beheerskosten</b>	<b>1 086</b>	<b>1 082</b>	<b>1 090</b>	<b>- 4</b>	<b>8</b>	<b>- 0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>Frais de gestion</b>
Globaal beheer	160	161	167	1	6	0,5	3,7	Gestion globale
Instellingen	925	921	923	- 5	2	- 0,5	0,2	Organismes
<b>Overdrachten</b>	<b>22 675</b>	<b>22 883</b>	<b>24 422</b>	<b>208</b>	<b>1 539</b>	<b>0,9</b>	<b>6,7</b>	<b>Transferts</b>
Buiten Globaal beheer	2 443	2 515	3 380	72	865	2,9	34,4	hors Gestion globale
Instellingen	411	545	422	134	- 124	32,7	- 22,7	Organismes
RIZIV-Geneseskundige verzorging	19 822	19 823	20 621	2	798	0,0	4,0	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0	0	0			Intérêts sur emprunts
Diversen	104	141	108	37	- 33	35,4	- 23,7	Divers
<b>Totaal uitgaven</b>	<b>63 991</b>	<b>64 213</b>	<b>66 529</b>	<b>222</b>	<b>2 316</b>	<b>0,3</b>	<b>3,6</b>	<b>Total des dépenses</b>
<b>Saldo</b>	<b>- 211</b>	<b>- 347</b>	<b>2 873</b>	<b>- 136</b>	<b>3 221</b>	<b>- 64,6</b>	<b>927,4</b>	<b>Solde</b>

4. Comptes de la sécurité sociale  
4.a Sécurité sociale des salariés : Budget 2017 (NOVEMBRE 2016)

<b>Ontvangsten en uitgaven in het werknemersstelsel</b>	<b>Recettes et dépenses du régime des travailleurs salariés</b>
---	---

	In miljoen EUR - En millions EUR			In % - En %	
	2018	2017	Verschil	Verschil	
	Raming - Estim. (1)	Initieel - Initial (2)	- Différence (2) vs. (1)	- Différence (2) vs. (1)	
<b>Bijdragen</b>	<b>46 755</b>	<b>48 393</b>	<b>1 638</b>	<b>3,5</b>	<b>Cotisations</b>
<b>Globaal beheer</b>	<b>46 696</b>	<b>48 245</b>	<b>1 548</b>	<b>3,3</b>	<b>Gestion globale</b>
Sociale bijdragen	44 457	45 845	1 389	3,1	Cotisations sociales
Regeringsmaatregelen en opslagen en verwijlijnteresten	80	174	93	116,7	Mesures de gouvernement et majoration et intérêts de retard
Specifieke bijdragen	2 160	2 226	66	3,1	Cotisations spécifiques
Bijdragen instellingen	58	148	90	154,4	Cotisations des organismes
<b>Toelagen van de overheden</b>	<b>8 135</b>	<b>6 031</b>	<b>-2 104</b>	<b>-25,9</b>	<b>Subventions des pouvoirs publics</b>
RSZ-Globaal beheer	6 527	1 928	-4 599	-70,5	ONSS-Gestion globale
Gefedereerde entiteiten	1 476	1 467	-9	-0,6	Entités fédérées
Sectoren	132	0	-132	-99,9	Secteurs
<b>Alternatieve financiering</b>	<b>6 407</b>	<b>11 790</b>	<b>5 383</b>	<b>84,0</b>	<b>Financement alternatif</b>
Globaal beheer	6 407	11 790	5 383	84,0	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	1 509	1 509	-1	-0,1	Recettes affectées
Externe overdrachten	508	495	-12	-2,4	Transferts externes
<b>Opbrengsten beleggingen</b>	<b>239</b>	<b>236</b>	<b>-3</b>	<b>-1,4</b>	<b>Produit des placements</b>
Globaal beheer	237	234	-3	-1,3	Gestion globale
Instellingen	3	2	0	-12,1	Organismes
<b>Diversen</b>	<b>226</b>	<b>202</b>	<b>-24</b>	<b>-10,7</b>	<b>Divers</b>
Globaal beheer	0	0	0		Gestion globale
Instellingen	226	202	-24	-10,7	Organismes
Sociale fraude	99	219	120	122,0	Fraude sociale
<b>Totaal ontvangsten</b>	<b>63 877</b>	<b>68 874</b>	<b>4 997</b>	<b>7,8</b>	<b>Total des recettes</b>
<b>Uitkeringen</b>	<b>40 157</b>	<b>40 818</b>	<b>662</b>	<b>1,6</b>	<b>Prestations</b>
Welvaartsenveloppe en niet-verdeelde maatregelen	0	-16	-16		Enveloppe bien-être et mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	7 468	7 907	441	5,9	INAM-Indemnités
RVP	24 014	24 828	814	3,4	ONP
FAO	216	221	5	2,3	FAT
FBZ	254	251	-3	-1,2	FMP
RVA	8 198	7 618	-579	-7,1	ONEm
Loopbaanonderbreking	788	524	-264	-33,5	Interruption de carrière
Werkloosheid	6 006	5 793	-213	-3,6	Chômage
Werkloosheid met bedrijfstoeslag	1 403	1 302	-102	-7,2	Chômage avec complément d'entreprise
Mijnwerkers	1	1	0	-20,8	Mineurs
Zeelieden	8	8	0	1,1	Marins
Betalingskosten	2	2	0	0,2	Frais de paiement
<b>Beheerskosten</b>	<b>1 082</b>	<b>1 087</b>	<b>5</b>	<b>0,5</b>	<b>Frais de gestion</b>
Globaal beheer	161	169	8	5,0	Gestion globale
Instellingen	921	918	-3	-0,3	Organismes
<b>Overdrachten</b>	<b>22 918</b>	<b>26 811</b>	<b>3 893</b>	<b>17,0</b>	<b>Transferts</b>
Federale overheid		2 376			Pouvoir fédéral
Gefedereerde entiteiten		1 467			Entités fédérées
RIZIV-Geneeskundige verzorging	19 822	22 968	3 147	15,9	INAM-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0		Intérêts sur emprunts
<b>Diversen</b>	<b>141</b>	<b>108</b>	<b>-33</b>	<b>-23,6</b>	<b>Divers</b>
<b>Totaal uitgaven</b>	<b>64 300</b>	<b>68 827</b>	<b>4 527</b>	<b>7,0</b>	<b>Total des dépenses</b>

## 4. Comptes de la sécurité sociale

### 4.b Sécurité sociale des indépendants : Comité de Monitoring (JUILLET 2016)

	In miljoen EUR - En millions EUR					In % - En %	In % - En %	
	2016 Aangepast - Ajusté (1)	2016 Mon. juli - Mon. juillet (2)	2017 Mon. juli - Mon. juillet (3)	Vershil - Différence (2) vs. (1)	Vershil - Différence (3) vs. (2)	Vershil - Différence (2) vs. (1)	Vershil - Différence (3) vs. (2)	
	Bijdragen	4 070	4 145	3 983	75	-162	1,8	
Toelagen van de overheden	1 413	1 418	1 436	6	18	0,4	1,3	Subventions des pouvoirs publics
RSVZ-Globaal beheer	1 413	1 418	1 436	6	18	0,4	1,3	INASTI-Gestion globale
Gefedereerde entiteiten	0	0	0	0	0			Entités fédérées
Sectoren	0	0	0	0	0			Secteurs
Alternatieve financiering	714	710	888	-4	177	-0,5	25,0	Financement alternatif
Globaal beheer	714	710	888	-4	177	-0,5	25,0	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	19	20	22	1	2	3,7	9,7	Recettes affectées
Externe overdrachten	0	0	0	0	0	0,0	-62,5	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	12	12	10	0	-2	1,2	-12,9	Produit des placements
Diversen	2	2	2	0	0	0,0	7,6	Divers
Sociale fraude	10	8	8	-2	0	-21,1	3,8	Fraude sociale
<b>Totaal ontvangsten</b>	<b>6 240</b>	<b>6 315</b>	<b>6 349</b>	<b>75</b>	<b>34</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>Total des recettes</b>
<b>Uitkeringen</b>	<b>3 931</b>	<b>3 931</b>	<b>4 108</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>0,0</b>	<b>4,5</b>	<b>Prestations</b>
Welvaartsenveloppe	0	0	12	0	12			Enveloppe bien-être
RIZIV-Uitkeringen	438	435	461	-3	26	-0,6	6,0	INAMI-Indemnités
Pensioenen	3 483	3 486	3 589	2	103	0,1	3,0	Pensions
Faillissementsverzekering	9	9	11	0	2	0,3	27,7	Assurance faillite
RSVZ-GB	1	1	1	0	0	0,4	0,8	INASTI-GFG
Betalingskosten	0	0	0	0	0	0,0	-0,7	Frais de paiement
Beheerskosten	99	101	96	3	-6	2,7	-5,5	Frais de gestion
Globaal beheer	72	74	69	2	-5	3,4	-6,8	Gestion globale
Instellingen	27	27	27	0	-1	0,7	-1,9	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	0	0	0	0			Économies non réparties
Overdrachten	2 102	2 102	2 183	0	81	0,0	3,8	Transferts
Buiten globaal beheer	3	3	0	0	-3	0,6	-97,4	hors Gestion globale
RIZIV-Geneeskundige verzorging	2 099	2 099	2 182	0	84	0,0	4,0	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0	0	0			Intérêts sur emprunts
Diversen	6	6	6	0	0	3,8	1,7	Divers
<b>Totaal uitgaven</b>	<b>6 137</b>	<b>6 140</b>	<b>6 393</b>	<b>3</b>	<b>253</b>	<b>0,0</b>	<b>4,1</b>	<b>Total des dépenses</b>
<b>Saldo</b>	<b>102</b>	<b>175</b>	<b>-44</b>	<b>72</b>	<b>-219</b>	<b>70,8</b>		<b>Solde</b>

## 4. Comptes de la sécurité sociale

### 4.b Sécurité sociale des indépendants : Budget 2017 (NOVEMBRE 2016)

Ontvangsten en uitgaven in het zelfstandigenstelsel	In miljoen EUR - En millions EUR				Recettes et dépenses du régime des travailleurs indépendants
	2016	2017	Verschil	In %	
	Raming - Estim. (1)	Initieel - Initial (2)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	Verschil - Différence (2) vs. (1)	
Bijdragen	4 145	4 034	- 111	- 2,7	Cotisations
<b>Toelagen van de overheden</b>	<b>1 418</b>	<b>379</b>	<b>-1 040</b>	<b>- 73,3</b>	<b>Subventions des pouvoirs publics</b>
RSVZ-Globaal beheer	1 418	363	-1 055	- 74,4	INASTI-Gestion globale
Gefedereerde entiteiten	0	0	0		Entités fédérées
Sectoren	0	0	0		Secteurs
<b>Alternatieve financiering</b>	<b>704</b>	<b>2 204</b>	<b>1 501</b>	<b>213,3</b>	<b>Financement alternatif</b>
Globaal beheer	704	2 204	1 501	213,3	Gestion globale
Toegewezen ontvangsten	20	22	2	9,7	Recettes affectées
Externe overdrachten	0	0	0	- 62,5	Transferts externes
Opbrengsten beleggingen	12	10	- 2	- 12,8	Produit des placements
Diversen	2	2	0	7,6	Divers
Sociale fraude	8	12	4	56,2	Fraude sociale
<b>Totaal ontvangsten</b>	<b>6 308</b>	<b>6 664</b>	<b>355</b>	<b>5,6</b>	<b>Total des recettes</b>
<b>Uitkeringen</b>	<b>3 931</b>	<b>4 117</b>	<b>186</b>	<b>4,7</b>	<b>Prestations</b>
Welvaartsenveloppe en niet-verdeelde maatregelen	0	30	30		Enveloppe bien-être et mesures non réparties
RIZIV-Uitkeringen	435	464	29	6,7	INAMI-Indemnités
Pensioenen	3 486	3 611	125	3,6	Pensions
Faillissementsverzekering	9	11	2	27,7	Assurance faillite
RSVZ-GB	1	1	0	0,8	INASTI-GFG
Betalingskosten	0	0	0	- 0,8	Frais de paiement
<b>Beheerskosten</b>	<b>103</b>	<b>98</b>	<b>- 4</b>	<b>- 4,3</b>	<b>Frais de gestion</b>
Globaal beheer	74	70	- 4	- 6,0	Gestion globale
Instellingen	29	29	0	0,2	Organismes
Niet-verdeelde besparingen	0	0	0		Économies non réparties
<b>Overdrachten</b>	<b>2 102</b>	<b>2 442</b>	<b>340</b>	<b>16,2</b>	<b>Transferts</b>
Buiten globaal beheer	3	0	- 3	- 97,4	hors Gestion globale
RIZIV-Geneeskundige verzorging	2 099	2 442	343	16,3	INAMI-Soins de santé
Interesten op leningen	0	0	0		Intérêts sur emprunts
Diversen	6	6	0	1,7	Divers
<b>Totaal uitgaven</b>	<b>6 142</b>	<b>6 664</b>	<b>522</b>	<b>8,5</b>	<b>Total des dépenses</b>
<b>Saldo</b>	<b>167</b>	<b>0</b>	<b>- 167</b>		<b>Solde</b>

## 5. Coût du vieillissement

### 5.a Évolutions démographiques

	1996	2013	2020	2030	2040	2050	2060
Nombre moyen d'enfants par femme	1,58	1,74	1,85	1,85	1,86	1,86	1,85
Espérance de vie à la naissance - Hommes	73,86	77,94	79,71	81,71	83,47	85,06	86,48
Espérance de vie à la naissance - Femmes	80,53	82,93	84,19	85,46	86,64	87,70	88,68
Espérance de vie à 65 ans - Hommes	14,61	17,26	18,47	19,89	21,19	22,36	23,42
Espérance de vie à 65 ans - Femmes	18,86	20,68	21,49	22,52	23,49	24,38	25,21
0-17 (%)	21,6%	20,3%	20,4%	20,3%	20,2%	20,2%	20,2%
18-66 (%)	64,5%	64,3%	62,8%	59,9%	57,7%	57,4%	57,2%
67+ (%)	13,9%	15,4%	16,9%	19,8%	22,1%	22,5%	22,6%
Age moyen	39,02	41,07	41,73	42,67	43,48	43,78	43,80
Remplacement des actifs en % (18-24)/(55-66)	69,6%	58,7%	52,0%	55,9%	60,7%	60,3%	63,1%
Vieillesse des actifs en % (40-66)/(18-39)	101,1%	129,8%	128,4%	124,6%	119,7%	117,6%	116,3%
Vieillesse en % (67+)/(0-17)	64,3%	75,6%	82,9%	97,7%	109,7%	111,4%	111,8%
Intensité du vieillissement en % (80+)/(67+)	27,4%	34,4%	33,5%	32,8%	38,1%	44,1%	44,1%
Dépendance en % [(0-17)+(67+)]/(18-66)	55,0%	55,6%	59,3%	67,0%	73,3%	74,3%	74,9%
Dépendance des âgés en % (67+)/(18-66)	21,5%	24,0%	26,9%	33,1%	38,4%	39,2%	39,6%
Personnes d'âge actif par âgé (18-66)/(67+)	4,65	4,17	3,72	3,02	2,61	2,55	2,53
Dépendance en % [(0-14)+(65+)]/(15-64)	51,4%	53,0%	56,9%	64,7%	69,5%	70,5%	71,1%
Dépendance des âgés en % (65+)/(15-64)	24,3%	27,0%	30,0%	36,8%	41,1%	41,8%	42,2%
Personnes d'âge actif par âgé (15-64)/(65+)	4,12	3,70	3,33	2,72	2,43	2,39	2,37

Source : 1991-2014 : observations, DGSIE; 2015-2060 : perspectives, BFP et DGS

## 5. Coût du vieillissement

### 5.b Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2016) : hypothèses

Hypothèses démographiques à partir de 2015 (« Perspectives démographiques 2015-2060 »)			
	2015	2040	2060
Nombre moyen d'enfants par femme	1,71	1,86	1,85
Espérance de vie à la naissance : hommes	78,5	83,4	86,5
Espérance de vie à la naissance : femmes	83,3	86,5	88,6
Solde migratoire en milliers	37,8	21,1	19,4
Hypothèses socio-économiques			
Taux de scolarité	Maintenu au niveau des observations les plus récentes pour les moins de 15 ans et, de 15 à 34 ans, fonction notamment de l'évolution du taux d'activité		
Taux d'activité et passage du statut d'actif vers statut d'invalidé et de pensionné	Modélisation basée sur les probabilités de transition d'une catégorie socio-économique à l'autre, par sexe et classe d'âge, adaptées pour tenir compte des effets des réformes (hypothèse de translation en matière de comportement suite au relèvement de l'âge légal de la retraite <sup>a</sup> ).		
Hypothèses macroéconomiques			
À moyen terme : « Perspectives économiques 2016-2021 »	À long terme : un scénario de référence et deux scénarios alternatifs		
		Référence	Alternatifs
Croissance moyenne de la productivité par travailleur entre 2016 et 2021 : 0,7% par an	Croissance annuelle de la productivité par travailleur et salaire par actif occupé	1,5%	1,25% - 1%
Taux de chômage <sup>b</sup> en 2021 : 9,8%	Taux de chômage structurel <sup>b</sup> de long terme		7,0%
Taux d'emploi <sup>c</sup> en 2021 : 67,8%			
Hypothèses de politique sociale			
2015-2016	À partir de 2017		
	Calcul de l'enveloppe budgétaire destinée aux adaptations au bien-être		
Législation en place (mesures des partenaires sociaux et du gouvernement)	Plafond salarial		1,25%
	Droit minimum par année de carrière		1,25%
	Prestations non forfaitaires (régime général) <sup>d</sup>		0,50%
	Prestations forfaitaires et minima		1,00%

- a. Selon le concept administratif, y compris les chômeurs âgés avec la dispense maximale et les chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi.
- b. Emploi total en % de la population de 18 à 66 ans
- c. Dans le régime des pensions du secteur public, l'adaptation au bien-être (en d'autres termes la péréquation) présente, sur la base de l'écart observé historiquement, un découplage de 0,4% par rapport à la hausse salariale.



## 5. Coût du vieillissement

### 5.b Projections du Comité d'étude sur le vieillissement (juillet 2016) : coût du vieillissement, scénario de référence, en % du PIB

	2015-2021	2021-2060	2015-2060	2000	2015	2021	2030	2060
Pensions	0,7%	1,5%	2,3%	8,5%	10,4%	11,2%	11,6%	12,7%
régime salarié	0,5%	1,0%	1,5%	4,9%	5,7%	6,2%	6,7%	7,3%
régime indépendant	0,0%	0,2%	0,2%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,1%
secteur public (a)	0,2%	0,3%	0,5%	2,9%	3,9%	4,1%	4,1%	4,4%
Soins de santé (b)	0,3%	1,6%	1,9%	5,9%	8,0%	8,3%	9,3%	9,9%
soins aigus	0,2%	0,9%	1,1%	5,2%	6,4%	6,6%	7,4%	7,5%
soins de longue durée	0,1%	0,7%	0,8%	0,7%	1,6%	1,7%	1,9%	2,4%
Incapacité de travail	0,4%	-0,6%	-0,2%	1,1%	1,8%	2,2%	2,2%	1,7%
Chômage (c)	-0,6%	-0,5%	-1,1%	2,2%	2,1%	1,5%	1,2%	1,0%
Allocations familiales	-0,1%	-0,4%	-0,4%	1,6%	1,5%	1,5%	1,4%	1,1%
Autres dépenses sociales (d)	0,0%	-0,2%	-0,2%	1,1%	1,4%	1,4%	1,4%	1,2%
<b>TOTAL</b>	<b>0,8%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,3%</b>	<b>20,6%</b>	<b>25,3%</b>	<b>26,1%</b>	<b>27,0%</b>	<b>27,6%</b>
p.m. rémunérations du personnel enseignant	-0,2%	0,0%	-0,1%	3,7%	3,9%	3,7%	3,7%	3,7%

(a) y compris les pensions des entreprises publiques à charge de l'Etat et la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)

(b) dépenses publiques de soins de santé (aigus et de longue durée): dépenses de sécurité sociale, du pouvoir fédéral, des Régions (aide aux handicapés) et des pouvoirs locaux (prestations médicales des CPAS aux personnes en difficulté)

(c) y compris crédit-temps et interruption de carrière et chômage avec complément d'entreprise

(d) principalement les dépenses pour accidents de travail, maladies professionnelles, Fonds de sécurité d'existence, allocations pour personnes handicapées et revenu d'intégration

## 6. Pièges à l'inactivité

La problématique des « pièges à l'inactivité » a déjà été analysée de manière approfondie dans le passé. Voici quelques références :

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2016), « Werkloosheidsverzekering », *Note documentaire*, CRB 2016-0521, Bruxelles, 12 p.

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, SECRETARIAT (2014), « La dégressivité renforcée des allocations de chômage belges. Impact sur les pièges financiers à l'emploi et sur les revenus des chômeurs », *Note documentaire*, CCE 2014-0264, Bruxelles, 55 p.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EMPLOI (2014), « La participation au marché du travail des personnes en situation de handicap ou atteintes d'une maladie chronique », p. 63-157 dans : CONSEIL SUPERIEUR DE L'EMPLOI, *Rapport 2014*, 157 p.

Conseil national du travail :

- Avis n° 1.923 du 24 février 2015 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé - Avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'assurance indemnités et d'emploi (<http://www.cnt-nar.be/AVIS/avis-1923.pdf>) ;
- Avis n° 1.984 du 7 juin 2016 concernant la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé – Avant-projet de loi et avant-projets d'arrêtés royaux (<http://www.cnt-nar.be/AVIS/avis-1984.pdf>).
- Site internet du Conseil : Dossiers :

- \* [Handicap](http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-handicap.htm) (<http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-handicap.htm>)

Reprend un dossier établi par le secrétariat du Conseil national du travail dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et qui constitue un vade-mecum des dispositifs existants en matière d'insertion sur le marché du travail des travailleurs handicapés. (Version à jour au 30 juillet 2015).

- \* [Retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé](http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-return-to-work.htm) (<http://www.cnt-nar.be/Dossier-FR-return-to-work.htm>)

Contient un dossier « Maintien et reclassement des travailleurs en situation d'incapacité de travail - Réglementation de sécurité sociale » de la plate-forme de concertation entre acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. (Version à jour au 30 juillet 2015).

Cette plate-forme a été instituée comme cadre de concertation structurel, regroupant les acteurs impliqués dans le processus de retour au travail volontaire des personnes présentant un problème de santé. L'idée sous-tendant la mise sur pied de cette plate-forme consiste à développer une approche intégrée non seulement entre institutions de la sécurité sociale concernées mais également avec le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et à terme, avec d'autres institutions publiques compétentes en la matière qui souhaiteraient y participer. Le Conseil national du travail a été chargé de la coordination des travaux de cette plate-forme.

# ANNEXE 3

Aperçu des mesures chiffrées

Chiffres vérifiés

## Tableaux vérifiés

### 1 Régime des travailleurs salariés

PENSIONS	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima carrière complète (1%)	1/09/2017	8.421.382	25.995.420
minima carrière incomplète (1,7%)	1/09/2017	11.606.974	35.828.818
droit annuel minimum par année de carrière (1,7%)	1/01/2018		1.032.781
plafond droit annuel minimum (1,7%)	1/01/2018		506.966
plafond salarial (1,7%)	1/01/2018		46.065
cohorte 2012, 5 ans, sans minima (2%)	1/09/2017	6.711.669	19.631.631
cohorte 2013, 5 ans, sans minima (2%)	1/01/2018		20.024.248
augmentation pensions entre [1995-2004], sans minima, 1%	1/09/2017	17.762.505	51.955.327
pécule de vacances (+2,25% par rapport au montant actuel en mai 2017 et +2,25% additionnels par rapport au montant actuel en mai 2018) (pas d'écrêtement du pécule de vacances au montant mensuel)	mai 2017 et mai 2018	25.572.606	52.009.213
relevement limites de revenus pension de survie au niveau de la GRAPA en cas de cumul avec d'autres allocations (art. 64 septies, AR de 1967)	1/09/2017	79.532	238.595
suppression de 15% de l'écart entre la pension de survie minimale et la pension de retraite minimale isolé	1/09/2017	1.107.105	3.199.588
suppression anomalie salaire forfaitaire (art. 24 bis, AR 1967)	1/01/2018		61.500
<b>TOTAL PENSIONS</b>		<b>71.261.773</b>	<b>210.530.152</b>

ALLOCATIONS AMI	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima travailleurs réguliers - invalidité et IT (1,7%)*	1/09/2017	15.001.043	47.556.247
augmentation minima travailleurs irréguliers - invalidité et IT (0,9%)	1/09/2017	2.420.408	7.655.964
aide de tiers (5%)	1/05/2017	3.751.303	5.943.328
plafonds (0,8%)	1/01/2018		1.399.300
cohorte 2011, 6 ans, sans minima (2%)	1/09/2017	863.382	2.457.274
cohorte 2012, 6 ans, sans minima (2%)	1/01/2018		2.795.283
prime de rattrapage +55 euros en mai 2017 et mai 2018 après 2 ans IT pour personnes avec charge de famille	mai 2017 et mai 2018	4.352.306	9.164.541
prime de rattrapage +26 euros en mai 2017 et mai 2018 après 2 ans IT pour personnes sans charge de famille	mai 2017 et mai 2018	5.632.437	11.860.082
<b>TOTAL AMI</b>		<b>32.020.879</b>	<b>88.832.019</b>

\* y compris augmentation pension d'invalidité ouvriers mineurs

CHÔMAGE	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima et forfaits chômage complet et temporaire et chômage avec complément d'entreprise			
- chefs de famille (3,5%)	1/09/2017	11.221.326	33.596.205
- isolés (2%)	1/09/2017	3.847.559	11.359.646
- cohabitants sans cohabitants privilégiés (1%)	1/09/2017	1.520.830	4.482.525
- cohabitants privilégiés (3,5%)	1/09/2017	147.422	434.509
allocations d'insertion			
- chefs de famille (3,5%)	1/09/2017	2.632.824	7.892.020
- cohabitants sans cohabitants privilégiés (1%)	1/09/2017	536.260	1.608.694
- cohabitants privilégiés (3,5%)	1/09/2017	24.759	74.274
- isolés + 24,26 euros (montant correspondant à l'alignement de l'allocation d'insertion des + de 21 ans sur le revenu d'intégration, augmenté de 0,9%)	1/09/2017	1.347.499	4.041.735
vacances jeunes (1,5%)	1/09/2017	35.445	106.335
vacances seniors (1,5%)	1/09/2017	3.619	15.200
congés thématiques pour isolés avec enfants : allocations à temps plein (+ et - 50 ans) et allocations à mi-temps -50 ans augmentées de 38%, allocations d'1/5 - 50 ans augmentées de 21% (ajustement après évaluation fin 2017).**	1/04/2017	2.250.000	4.650.000
allocations de garde (1,5%)	1/09/2017	16.955	50.866
plafonds			
- chômeurs complets et temporaires (0,8%)	1/09/2017	3.225.549	9.570.837
- chômage avec complément d'entreprise (0,5%)	1/09/2017	1.823.723	4.981.299
<b>TOTAL CHÔMAGE</b>		<b>28.633.772</b>	<b>82.864.145</b>

\* Suite au relèvement des forfaits dans la dernière période d'indemnisation, la dégressivité de l'allocation au cours des périodes précédentes est lissée. Afin de neutraliser cet effet, il est tenu compte, pour le calcul de la dégressivité, de l'ancien forfait non majoré, sauf pour ce qui concerne les minima des cohabitants.

\*\* Le coût, calculé par l'ONEM, du relèvement des allocations pour les congés thématiques selon les pourcentages indiqués ci-dessus s'élève à 2.239.067 euros en 2017 et 2.985.422 euros en 2018 (hypothèse 5% isolés avec enfants).

ACCIDENTS DU TRAVAIL	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima et forfaits (1,7%)	1/09/2017	698.705	2.096.114
plafonds (0,8%)*	1/01/2018		124.116
cohorte 2011, 6 ans (2%)	1/09/2017	94.126	282.379
cohorte 2012, 6 ans (2%)	1/01/2018		204.627
abaissement de la cotisation de sécurité sociale après retraite de 1,19 pp. (25% de l'écart entre 8,31% et 3,55%)	1/01/2018		825.602
<b>TOTAL ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>		<b>792.831</b>	<b>3.532.838</b>

\* Calcul distinct par les assureurs accidents du travail et compensation du coût par la diminution de la cotisation pour les handicapés.

MALADIES PROFESSIONNELLES	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima et forfaits (1,7%)	1/09/2017	862.128	2.535.256
plafonds (0,8%)	1/01/2018		43.804
cohorte 2011, 6 ans (2%)	1/09/2017	21.170	62.235
cohorte 2012, 6 ans (2%)	1/01/2018		53.007
abaissement de la cotisation de sécurité sociale après retraite de 1,19 pp. (25% de l'écart entre 8,31% et 3,55%)	1/01/2018		1.153.283
calcul indemnité de funérailles l'année du décès au lieu de l'année où la maladie professionnelle a débuté à partir des décès au 1/7/2017	1/07/2017	150.948	301.895
<b>TOTAL MALADIES PROFESSIONNELLES</b>		<b>1.034.246</b>	<b>4.149.480</b>

	2017	2018
<b>DÉPENSE TOTALE</b>	<b>133.743.501</b>	<b>389.908.634</b>
<b>ENVELOPPE THÉORIQUE</b>	<b>133.800.000</b>	<b>389.900.000</b>

Le souhait des partenaires sociaux est de rester dans les limites de l'enveloppe bien-être. Des ajustements seront effectués à cet effet, mais le budget pour les allocations congés thématiques pour isolés avec enfants devra s'élever à 4,6 millions d'euros au minimum en vitesse de croisière.

Les partenaires sociaux demandent que, lors de l'exécution de l'avis sur les adaptations au bien-être, on veille à ce que la liaison au bien-être accordée ne soit pas réduite et soit dès lors neutralisée lors de l'octroi d'avantages sociaux.

La recherche de solutions techniques est nécessaire pour qu'il n'y ait pas de réduction par le biais de la fiscalité et qu'il n'y ait pas d'impact sur les allocations qui ne sont pas adaptées au bien-être.

## 2 Régime des travailleurs indépendants

PENSIONS	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
minima carrière complète (1%)*	1/09/2017	2.823.940	8.630.822
minima carrière incomplète (1,7%)*	1/09/2017	10.108.302	30.836.603
cohorte 2012, 5 ans, sans minima (2%)	1/09/2017	328.779	1.282.238
cohorte 2013, 5 ans, sans minima (2%)	1/01/2018		1.056.050
augmentation pensions entre [1995-2004], sans minima (1%)	1/09/2017	605.192	1.770.188
art. 64 septies AR de 67 anomalie cumul pension de survie et allocation maladie ou chômage : revalorisation montant fixe	1/09/2017	5.717	17.152
suppression de 15% de l'écart entre la pension de survie et la pension minimale d'un indépendant isolé	1/09/2017	851.592	2.461.145
prime de bien-être	1/01/2018		6.059.969
<b>TOTAL PENSIONS</b>		<b>14.723.522</b>	<b>52.114.167</b>

\* Chiffres basés sur les calculs du Bureau fédéral du Plan et vérifiés par le Bureau fédéral du Plan.

ALLOCATIONS AMI	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
forfaits IT primaire (1,7%)	1/09/2017	531.031	1.644.109
forfaits invalides (1,7%)	1/09/2017	1.902.151	5.968.557
congé de maternité (1,7%)	1/09/2017	180.240	557.656
aide de tiers (5%)	1/10/2017	113.440	475.860
<b>TOTAL AMI</b>		<b>2.726.862</b>	<b>8.646.183</b>

DROIT PASSERELLE	Date entrée en vigueur	Coût en 2017	Coût en 2018
Droit passerelle (1,7%)	1/09/2017	49.422	148.266
<b>TOTAL</b>		<b>49.422</b>	<b>148.266</b>

	2017	2018
<b>DÉPENSE TOTALE</b>	<b>17.499.806</b>	<b>60.908.616</b>
<b>ENVELOPPE THÉORIQUE</b>	<b>17.500.000</b>	<b>60.900.000</b>

### 3 Assistance sociale

ASSISTANCE SOCIALE	Date entrée en vigueur	2017	2018
Allocation remplacement revenus personnes handicapées (2,9%)	1/09/2017	11.116.667	33.576.517
Revenu d'intégration et équivalent du revenu d'intégration (0,9%)	1/09/2017	3.570.000	10.808.507
GRAPA et Revenu garanti aux personnes âgées (0,9%)	1/09/2017	3.900.000	11.984.328

\* Chiffres basés sur les calculs du Bureau fédéral du Plan et vérifiés par le Bureau fédéral du Plan.

	2017	2018
DÉPENSE TOTALE	18.586.667	56.369.352
ENVELOPPE THÉORIQUE	18.700.000	56.100.000